

FRANCE-FORUM



AOÛT 1965 N° 66 2,50 F

Problèmes de politique internationale

Comprendre l'échec

L'ÉCHEC du projet de Fédération fait le lit du gaullisme et apporte de l'eau au moulin du communisme ; il rend plus vulnérable aux contestations les partis du centre et du centre-gauche qui n'ont pas pu créer un mouvement neuf et auxquels il est si facile de reprocher d'avoir préféré à l'appel du large et aux risques de la haute mer un médiocre cabotage le long des rivages routiniers. Le ton monte, la passion s'en mêle, les procureurs pullulent congédiant souvent la mémoire avec la logique : tels, qui tiraient à boulets rouges sur le projet, découvrent après coup que l'idée était bonne pour mieux accabler des hommes et des partis qui auraient été plus détestables encore s'ils avaient réussi. Il y a bien de la comédie, et plus dérisoire encore que ce qu'on appelle les jeux des partis, dans certains tumultes de presse assez fabriqués. Quant à nous qui avons souligné à la fois la valeur de l'idée et les difficultés de sa réalisation, nous nous abstenons des réquisitoires et des procès d'intention, nous essaierons seulement de prendre l'exacte mesure de la déception et d'en tirer en quelques propositions la leçon qui convient.

Premièrement, un échec n'est pas une faillite et quelque chose demeure d'un propos qui n'a pu aller jusqu'au bout de son propre élan. Certes, en retirant sa candidature, Gaston Defferre a été très honorablement fidèle à ce qu'il a voulu représenter. S'il s'était maintenu, sa candidature aurait été contradictoirement celle d'un parti et d'une entreprise polémique contre les partis. Mais l'effacement de l'homme ne signifie pas le naufrage de l'idée. Le vrai ne devient pas réel sans épreuves laborieuses et douloureuses et un succès authentique suppose bien des échecs intégrés et assumés.

Deuxièmement, l'échec exprime la résistance de la réalité à des vœux abstraitement simplificatrices. Les professeurs de regroupement raisonnaient à partir de schémas idéologiquement préétablis que l'expérience devait inmanquablement vérifier. Il fallait par exemple, que l'élection du Président de la République au suffrage universel créât les conditions nécessaires et suffisantes d'un définitif bipartisme ou que la ligne de partage entre les anciens et les modernes, les conservateurs et les réformateurs, dont on a répété à satiété qu'elle traverse tous les partis, fasse inévitablement éclater les vieilles formations politiques et dessine d'elle-même un reclassement neuf et enfin rationnel ! Mais outre que le rationnel n'est pas toujours le raisonnable, les familles politiques françaises, façonnées par une longue histoire sont des données de fait dont l'existence ne saurait échapper aux spécialistes des sciences politiques, et le problème est de les dépasser sans pour cela les anéantir ou les décolorer. Les parlenaires d'un dialogue, qui était et qui reste dans la nature des choses, se sont mis d'accord, et le résultat est d'importance, sur un programme de gouvernement, mais ils n'ont pu surmonter un certain nombre de divergences qui tiennent aux mentalités ou pour

parler comme Balzac, aux physiologies. L'échec pour fâcheux qu'il soit, aura au moins permis de mesurer les véritables dimensions du problème.

Troisièmement, un regroupement authentique ne saurait se confondre avec une improvisation empirique ou une aventure pragmatique ; il requiert un accord sur les valeurs et les finalités. Nous le disions dans notre dernier éditorial : « la convergence qui serait au principe du lien fédérateur, entre l'exigence démocratique et le projet socialiste, suscite bien des interrogations de caractère doctrinal et qu'on ne saurait peut-être pleinement trancher par l'action tant qu'elles n'auront pas été dénouées une bonne fois par la pensée ». Or il est trop clair que les conditions doctrinales d'un regroupement avaient été insuffisamment méditées. Comment faire d'un socialisme, partout en pleine crise révisionniste, le drapeau ou l'un des étendards du regroupement ?

Les questions qui avaient été soulevées, comme on lance un brûlot contre une navigation ennemie, laïcité, nationalisation des banques d'affaires, sans faire l'objet d'un examen sérieux, avaient été choisies pour susciter des divergences plus idéologiques que doctrinales, et elles prenaient surtout la valeur de symboles d'une grande puissance affective et imaginative : signe d'une immaturité de pensée. Les fruits étaient encore trop verts pour que la récolte fût immédiatement possible.

Quatrièmement, l'échec de la Fédération crée un vide politique en cette région de rencontre et de convergence entre le centre réformateur et la gauche non-révolutionnaire, qui réclamait justement la plus grande concentration de forces. Que lors de l'élection présidentielle, le gaullisme ne soit contesté que par des candidatures fantaisistes ou extrémistes, cette situation, contraire au principe d'une alternative démocratique, serait une contribution désastreuse à la dépolitisation de la France. Opposer au Général ou au dauphin désigné une candidature technocratique, indépendante des partis, à vague coloration sociale et européenne, une telle initiative ne comblerait pas le vide et serait pour les démocrates de progrès et de mouvement la plus cruelle des épreuves. Le gaullisme est une politique qui doit être politiquement contestée et discutée. Ainsi la vie publique trouverait enfin la santé dans l'alternative et la possibilité de l'alternance.

Une telle suite de propositions ne suffit pas à définir une position, à orienter de manière décisive un engagement. Mais il ne saurait y avoir d'action efficace sans analyse correcte de ce qui est, et sans références à quelques maximes majeures, indépendantes des vicissitudes. En s'efforçant de comprendre un échec, on dit non au défaitisme et on continue à dire oui au dialogue.

Etienne BORNE - Henri BOURBON

1^{er} Juillet 1965.

FRANCE

FORUM

SOMMAIRE

N° 66 - AOUT 1965 - 2 F 50

COMITE DE DIRECTION :

Etienne Borne, Henri Bourbon
68, rue de Rennes - Paris (VI^e)

C.C.P. Paris 14-788-84 — Tél.: LIT. 68-93

Prix de vente au numéro 2 F 50

Abonnement : 8 numéros par an. 20 F

Abonnement de soutien 25 F

Editorial

★

Comprendre l'échec,

PAR ETIENNE BORNE ET HENRI BOURBON 1

Colloque

★

Evolution des relations internationales

Rapport

DE J.-B. DUROSELLE 4

Interventions

LEO HAMON, ANDRE LEBRETON, PIERRE URI, SERGE MALLET, PIERRE PFLIMLIN, ROGER JACQUES, JOSEPH FONTANET..... 12

La neutralisation, la neutralité, l'interdépendance égalitaire,

Rapport

D'ANDRE PHILIP 19

Interventions

JACQUES NANTET, LEO HAMON, PIERRE URI, MICHEL COURCIER, JEAN TEITGEN, HENRI BOURBON, LUCIEN DOUROUX, JACQUES MALLET, ETIENNE BORNE 28

Propos du temps

★

Les professeurs de révolution,

PAR ETIENNE BORNE 34

* Le reportage photographique de l'ensemble du colloque, objet de ce numéro, a été réalisé par Loïk Prat (Photovie).

* Photos : J.-P. Moscardo (V.I.P.) - C.E.E.

Léo HAMON

Pierre PFLIMLIN

Pierre URI

Des participants attentifs...

Jacques NANTET

Serge MALLET

Jean TEITGEN

André MONTEIL

Henri BOURBON et Etienne BORNE

Jacques MALLET

André LEBRETON

Lucien DOUROUX

Michel COURCIER

Problèmes de politique internationale

A deux reprises, la revue « France-Forum » a organisé des colloques sur des problèmes d'actualité : « La Démocratie à refaire » en 1962, et « L'Economie à construire » en 1964, dont les rapports et les débats ont fait l'objet de publications.

Il nous a semblé utile de réunir cette année un nouveau colloque sur les problèmes des relations internationales. Il s'est déroulé à Paris les 24 et 25 avril 1965.

Au cours de ces dernières années les rapports internationaux ont beaucoup évolué ; les deux puissances majeures de l'Ouest et de l'Est ont vu leurs relations se compliquer. Tandis que leur suprématie dans le domaine nucléaire les portait au dialogue en tête à tête, d'autres pays ou groupes de pays se refusaient à admettre leur hégémonie et tendaient à profiter de

leurs tensions pour jouer un certain rôle arbitral. L'équilibre mondial des vingt dernières années peut ainsi être remis en question. Toutes ces évolutions suscitent maintes interrogations et requièrent que l'on éprouve à nouveau les principes et les valeurs qui fondent une politique étrangère.

Nous présentons, dans ce numéro, les rapports de J.-B. Duroselle, professeur à la Sorbonne et à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, et d'André Philip, professeur à la Faculté de Droit de Paris, ancien ministre, ainsi que les débats auxquels ils ont donné lieu.

Dans des numéros ultérieurs nous publierons les rapports d'Etienne Borne sur le nationalisme et de Raymond Legrand Lane sur la construction européenne, avec les interventions qu'ils ont suscitées.

Evolution des relations internationales

Rapport de
J. B. DUROSELLE

Séance présidée par
André Monteil

« J'avoue que ce n'est pas sans appréhension que je présente ce rapport, et cela pour deux raisons :

— La première est que d'étudier en une heure l'ensemble des Relations Internationales est une tâche d'une ampleur effrayante ;

— La seconde est que je n'ai aucune révélation particulière, aucune source d'information confidentielle. Certains d'entre vous, j'imagine, ont des lueurs plus vives que moi sur la pensée profonde des hommes qui nous gouvernent, ou ce qui est encore plus important, de ceux qui gouvernent les autres, les grands pays.

Aussi, il me semble que la seule justification d'un rapport comme celui-ci est plutôt la réflexion globale qu'il peut offrir sur la situation actuelle et éventuelle du système mondial ; nous ne nous attarderons pas trop aux petits jeux qui paraissent caractériser la vie quotidienne des politiques étrangers des Etats.

Ces réflexions, en tant qu'historien titulaire d'une chaire d'Histoire des Relations Internationales, j'essaie quotidiennement de les faire ; c'est mon métier. Or, une des constatations les plus frappantes, de nos jours, lorsqu'on est historien, c'est que la stabilité des passions humaines a moins d'importance que l'extraordinaire dynamique des progrès scientifiques. Dans notre monde, les prétendus « enseignements de l'histoire » sont extrêmement sujets à caution.

Nous avons constaté, au cours de nos vies, d'immenses

phénomènes qui étaient à peu près imprévisibles en 1939 ; les deux principaux, je pense que tout le monde est à peu près d'accord sur ce point, sont :

— d'une part, un extraordinaire bouleversement du système de la puissance qui a abouti au **monde bipolaire** avec les deux Grands (U.S.A. et U.R.S.S.) et leurs alliés volontaires ou de fait ;

— d'autre part, un phénomène imprévu en 1939 : la désagrégation rapide des empires coloniaux et la constitutions d'innombrables **Etats nouvellement indépendants**.

Je pense que ce sont là les deux problèmes essentiels : bipolarité et avenir des 60 Etats nouveaux d'un « Tiers Monde » composé à peu près essentiellement de pays sous-développés. Le concept de « sous-développement », la conscience même de ce phénomène ont fait leur apparition dans cette même période ; et on n'en avait auparavant qu'une idée confuse ; on ne donnait pas en tout cas, si je ne me trompe, le nom de « sous-développement » au phénomène auquel nous assistons.

Alors, il me semble que les deux points à examiner sont :

— d'une part, la nature et l'avenir possible, les transformations possibles de ce monde bipolaire ;

— d'autre part, l'avenir possible de ces Etats nouveaux dont la population est considérable et qui couvrent la plus grande partie de la surface du globe, si l'on excepte quelques très grands pays.

Le monde bipolaire et les perspectives d'avenir

L'idée de réfléchir sur l'avenir du système bipolaire est une idée très à la mode. Beaucoup d'institutions, aux Etats-Unis et même en France, étudient ce problème. Les « Futuribles » de Bertrand de Jouvenel l'évoquent parfois, comme l'Institut d'Etudes Stratégiques du général Beaufre.

Il est certain que le système bipolaire peut être détruit par l'éventualité toujours possible de la guerre thermo-nucléaire. Il me paraît également certain que cette éventualité ne passionne pas les foules et que les manifestes revêtus de nombreuses signatures ou même les paroles de Jean XXIII dans l'encyclique « Pacem in terris », disant que les « peuples vivent dans la terreur à cause de la menace de la guerre atomique » ont une portée plus théorique que pratique. Les hommes ont beaucoup plus peur d'une action subversive où quelques victimes périssent d'un coup de poignard dans le dos ; ils ne se rendent pas compte, ils n'ont pas la capacité d'imaginer, de concevoir ce que peut être la destruction de centaines de millions de personnes.

On a réfléchi sur ce que serait le monde dans cette hypothèse de destruction du système bipolaire par la guerre thermo-nucléaire. Des études ont été faites comme celles de Garthoff sur « La doctrine militaire soviétique ». Aucune de ces études n'est satisfaisante, puisqu'on ne peut pas se faire une idée de ce que serait le monde après la catastrophe. On dit « un retour au Moyen Age », mais l'expression est absurde ; le Moyen Age était le résultat d'une évolution mûrie et on ne peut pas le comparer avec le résultat soudain d'un cataclysme inconnu jusqu'à présent dans l'histoire humaine.

Une autre hypothèse paraît beaucoup plus vraisemblable : celle de la diminution, dont nous avons déjà des preuves concrètes, de la tension entre les deux superpuissances. C'est une hypothèse qui est intéressante et qui a donné lieu, sur le plan théorique, à des recherches dont la principale me paraît être celle qu'a faite Thomas Schelling aux Etats-Unis, en imaginant un concept d'une extrême utilité, celui de « marchandage tacite », de « tacit bargaining ». Imaginons deux pôles, dont l'attitude est celle de méfiance totale et quasi irréductible ; on ne peut pas, par des déclarations mutuelles, rétablir un embryon de confiance, puisque la méfiance est fondamentale et qu'on ne croit pas réciproquement ce que l'on se dit. Si bien que lorsqu'on entrevoit, par-delà la querelle, ce qu'on veut appeler « un intérêt supérieur », les deux camps n'ont à leur disposition que des moyens indirects pour se redonner confiance. Ces moyens ne peuvent pas être de se faire des concessions, car une concession de l'un encouragerait l'autre à raidir sa position. C'est par une série de tâtonnements que l'on crée des moyens. Et c'est ce qui paraît être l'état actuel, ou du moins l'état,

disons, à la période du président Kennedy, des relations entre les deux grands. Il semble que la grandeur, le génie peut-être, du président Kennedy et de Khrouchtchev, ait été d'utiliser le marchandage tacite. Le fait que l'on ait saisi plusieurs fois, dans la pensée de Khrouchtchev, des expressions telles que « les intérêts supérieurs de l'humanité », alors que normalement, en bonne doctrine, la seule valeur suprême est l'intérêt supérieur du prolétariat, paraît indiquer l'existence d'un intérêt commun entre les deux grands, celui de sauver la vie des hommes.

Ils découvrent l'un et l'autre cette communauté d'intérêt par tâtonnements, en se donnant l'un à l'autre des preuves de bonne foi. Tout paraît indiquer qu'actuellement ce processus est en train de se dérouler. Peut-être est-il, depuis deux ou trois mois, limité par l'utilisation de la méthode chère à M. McNamara, qui pratique « l'escalade » au Vietnam, mais il est des cas comme celui de Cuba, en octobre 1962, qu'on peut très vraisemblablement interpréter en termes de « marchandage tacite ». L'un des deux camps tente de voir jusqu'où il peut aller ; l'autre réagissant avec vigueur, le camp qui est allé le plus loin possible démontre, en se retirant, qu'il y a quelque chose qu'il ne veut pas faire, et introduit ainsi une certaine preuve de confiance.

Ceci se superpose peut-être à des négociations rigoureusement secrètes — nous l'ignorons. Mais même sans négociations, le marchandage tacite est possible.

Cette diminution de la tension, qui est un fait global, exception faite des événements de ces deux derniers mois, cette diminution de la tension suscite une réflexion sur ses causes. J'ai vu avec clarté, dans un colloque qui se tenait il y a un an exactement, à Washington, sur les relations Europe-Etats-Unis (il y a des colloques sur ce thème un peu partout actuellement) se dégager deux hypothèses, qui ne sont peut-être pas contradictoires, mais qui étaient présentées comme relativement contradictoires par leurs auteurs :

— La première est que l'on assiste, de la part de la Russie soviétique, à une attitude plus conciliante, uniquement à cause de la **force de l'Ouest**, c'est-à-dire, en fait, de la force des Etats-Unis ;

— La seconde est qu'il s'agit de quelque chose de plus profond et d'une lente transformation interne, et difficilement saisissable, de la Russie soviétique elle-même, de même, d'ailleurs, que des pays occidentaux.

En ce qui concerne la Russie soviétique, cette seconde hypothèse explicative consiste à dire qu'une pression irrésistible a fini par émaner de la population. L'U.R.S.S. avait réussi à s'équiper par une accumulation de capital liée au maintien, par un Etat tout-puissant, d'un très bas niveau de vie : l'apparition d'un phénomène d'aspiration vers un niveau de vie meilleur est une sorte d'« inter-action cumulative ». Au fur et à mesure qu'il se produit, on assiste, d'une part, à une accélération du processus tendant à établir un meilleur niveau de vie, et, simultanément, à un affadissement de l'esprit révolutionnaire dans la population considérée.

Le vocabulaire reste violent, le vocabulaire reste celui de la lutte des classes, notamment sur le plan international, mais en fait il ne s'agit plus que d'un verbalisme analogue à celui de M. Herriot utilisant des expressions de Saint-Just et de Robespierre à une époque infiniment plus douce et plus bénigne dans l'histoire de nos républiques.

L'une et l'autre de ces deux hypothèses ne sont pas

invraisemblables. L'aspect financier de la production des armements est tout de même un phénomène d'une importance capitale. L'étude de l'évolution du budget militaire américain est une des études les plus intéressantes qui soient, car ce budget, qui se tenait aux environs de 12, 13, 14 milliards de dollars jusqu'à la guerre de Corée, a fait brusquement un bond jusqu'au niveau de 38, 40 milliards de dollars ; et, à un moment où le président Kennedy, visiblement, acceptait dans une certaine mesure le concept soviétique de la coexistence pacifique (ce concept d'invention soviétique est maintenant adopté par le vocabulaire occidental), le budget est monté à nouveau, et assez brusquement, à des niveaux qui dépassent 50 milliards de dollars : 53, 54 milliards de dollars. Cet effort est accompli pour maintenir la certitude que le système de la « balance de la terreur » pourra jouer ; cela implique l'accélération financière du processus, et par conséquent une tension qui tôt ou tard doit devenir insupportable, et qui est probablement plus insupportable pour les Soviétiques que pour les Américains.

Le système du marchandage tacite implique en effet que l'on reste sur une position de force, que l'on ne coure pas le moindre risque, en ce qui concerne la possibilité pour l'autre camp de découvrir à lui seul le progrès technique qui détruirait l'équilibre. Par conséquent, il ne semble pas vraisemblable que, dans les années qui viennent, nous assistions à une diminution autre que symbolique, d'un petit milliard de dollars de temps en temps, du budget militaire américain et du budget militaire soviétique, évidemment beaucoup plus mystérieux.

Si réellement ce lent rapprochement se dessine entre les deux grands, toutes sortes de phénomènes qui se déroulent sous nos yeux deviennent plus explicables. C'est en période de danger que l'on se réfugie dans les bras du plus fort ; et au moment où la conscience du danger diminue et où, au contraire, on a l'impression que ce danger est à peu près disparu, on cherche au contraire, par des moyens divers, à promouvoir l'une des valeurs qui, comme nous le démontrait Borne hier, reste très vigoureuse, et probablement la plus vigoureuse de toutes, à savoir l'idée d'indépendance nationale.

Cela permet toute une série de jeux, car, à partir du moment où l'on ne pense pas que le danger existe, ou bien si, pensant qu'il en existe des traces, on est néanmoins protégé, tout est permis, ou du moins beaucoup est permis, à l'égard du protecteur pourtant indispensable.

Mais il ne semble pas que ce soit là autre chose qu'un jeu, qu'un jeu probablement naturel, qui peut être joué dans des styles différents, qui est joué actuellement, en ce qui concerne la politique d'indépendance de la France, dans un style particulièrement brillant. En fait, la recherche de l'indépendance nationale est poursuivie par ceux qui disent « oui » aux Américains tout autant que par ceux qui, comme le général de Gaulle, préfèrent utiliser le « non ».

Pour l'avenir du système bipolaire, on peut imaginer par conséquent l'hypothèse dans laquelle s'affaiblirait de plus en plus la tension entre les deux grands et où cet affaiblissement finirait par atteindre ce fameux « point de non retour », dont on parle constamment et qu'il est évidemment toujours impossible de fixer avec exactitude ; c'est-à-dire que le rapprochement finirait par être tel que la division du monde en deux grands

blocs, sans compter le reste, finirait par perdre son sens, et que l'on verrait se développer le neutralisme, par exemple, chez les alliés, les « clients », pourrions-nous dire, de l'un et de l'autre des deux grands.

Mais, même si ce processus se produit, une autre hypothèse apparaît actuellement comme fort vraisemblable : c'est la naissance d'un troisième pôle.

Evidemment sur cette voie il y a le quatrième aussi. Le quatrième pôle, c'est nous. C'est l'Union de l'Europe Occidentale, avec une plus ou moins grande extension, qui réussirait à se donner, par un accord franco-britannique ou par l'extension de la bombe atomique française aux partenaires de la Communauté Européenne, sa propre force, de façon à éviter tout risque, pour le cas où les Etats-Unis cesseraient de protéger notre continent.

Pour le général Gallois, c'est une certitude ; les Etats-Unis ne protègent plus notre continent. Pour le général de Gaulle il semble que ce soit une hypothèse : un jour les Etats-Unis pourraient ne pas protéger notre continent. Ce qui paraît clair c'est que, transformer une petite force nationale en une force européenne, quelles que soient les limites de l'Europe, est un problème qui serait infiniment plus complexe. L'exemple de la Communauté Européenne de Défense est là pour nous montrer à quel point il est difficile d'intégrer les armées nationales. C'est infiniment plus ardu que de transformer l'Europe en une unité sur le plan économique — problème qui d'ailleurs est loin d'être résolu.

On pourrait en attendant adopter une hypothèse qu'a suggérée le général Stehlin : il serait possible, selon lui, d'avoir la force nucléaire européenne, même avec l'Europe des Etats du général de Gaulle, sans attendre l'Europe intégrée. Il serait possible que le pays producteur, la France, distribue à ses partenaires quelques-uns de ses outils atomiques. Même si l'on admet cette hypothèse, qui est, me semble-t-il, une hypothèse « défensive » du général Stehlin, à l'époque où il était hostile à la M.L.F. — actuellement peut-être a-t-il évolué — il semble très invraisemblable que l'on puisse aboutir à l'unification de l'Europe sur ce plan. C'est une des choses, en tout cas, qui paraissent les plus douteuses dans l'avenir, car on voit la montagne de difficultés auxquelles une telle solution donnerait lieu. Arriver à n'avoir qu'un gouvernement, c'est possible pour la gestion des affaires courantes, mais arriver, nous Français, à donner à un Allemand ou à un Italien la responsabilité suprême, après tout, pensent la plupart des gens qui y réfléchissent, mieux vaut laisser le président des Etats-Unis posséder seul une telle responsabilité !

Je ne pense pas d'ailleurs que ce soit dans la perspective du prestige et de l'édification d'une nouvelle grande puissance que la création de l'Europe — qu'une très grande majorité d'entre nous, je pense ici, souhaitons — doive être considérée, mais sur de tous autres plans. Et j'essaierai d'y revenir tout à l'heure.

Mais alors, il y a le troisième Grand, à défaut du quatrième, le troisième Grand possible, c'est la Chine. L'hypothèse faite actuellement par beaucoup de commentateurs est que la fameuse escalade à laquelle nous assistons, au Vietnam du Nord, pourrait avoir un prolongement sous forme de la destruction par les Américains des installations atomiques chinoises. Evidemment, ce n'est pas exclu, mais est-ce possible s'il n'y a pas un accord préalable entre les Etats-Unis et la Russie soviétique ? N'est-ce pas précisément un de ces cas où il reste un pourcentage de danger de dé-

clenchement de la guerre totale suffisamment perceptible pour que les Etats-Unis ne puissent pas, à moins d'être fous, déclencher une opération de ce genre ? Et, réciproquement, on voit mal comment la Russie soviétique, quelles que soient ses difficultés avec la Chine, pourrait donner son accord à une opération de ce genre sans être payée par ailleurs, peut-être par la destruction (j'entends par « destruction » quelque chose qui ne nécessite pas forcément des méthodes violentes) des petits armements atomiques de la Grande-Bretagne et de la France. De cette façon il ne resterait plus, face à face, que les deux grandes puissances réelles, lesquelles ont trouvé le moyen, par le marchandage tacite, de s'entendre à peu près, et préfèrent arranger les affaires entre elles deux plutôt que d'avoir autour d'elles de dangereuses « gâchettes » possibles qui risquent de les lancer contre leur gré dans l'aventure.

Alors, comme les Etats-Unis ont dit qu'ils souhaitaient que ces forces n'existent pas, et comme les Britanniques, et surtout les Français, ont continué à les fabriquer, il me semble qu'il est très difficile d'imaginer que la Russie soviétique pourrait tolérer la destruction de la force atomique chinoise par les bombardements sans exiger une contre-partie que les Américains sont très peu en mesure de lui donner ; les Américains ne peuvent pas autoriser les Soviétiques à bombarder les installations atomiques françaises ; et on voit très mal comment pourrait se manifester un ultimatum américain à la France et à la Grande-Bretagne, ou alors il faudrait une entente parfaite entre les Etats-Unis et la Russie soviétique.

Reste donc la probabilité que, dans une dizaine ou une quinzaine d'années — les techniciens peuvent faire des hypothèses à ce sujet — il existe un troisième Grand, à savoir : la Chine. Evidemment, cela ouvre la porte à toutes sortes d'alternatives, étant donné que si, dans l'intervalle, le mouvement de rapprochement réel qui s'esquisse devient quasi irréversible, alors, là, on pourrait imaginer — ce que le général de Gaulle évoquait, à très grands traits, il faut le dire, dans la conférence de presse de novembre 1959 — la coopération inéluc-

table des Blancs contre les Jaunes (c'est-à-dire, essentiellement, la Chine « innombrable et misérable »). Mais il n'est pas certain que l'union des Etats-Unis et de l'U.R.S.S., dont la population totale est bien loin d'égaliser celle de la Chine, suffirait à compenser l'énorme force que la Chine doit certainement être à même de se donner.

L'idée de la guerre préventive est une idée qui est probablement inacceptable par une démocratie, quoique naturellement il y ait des milieux américains qui ne puissent s'empêcher d'y penser avec un certain attendrissement et de regretter de ne pas l'avoir menée au moment où, vers 1949, ils en étaient encore théoriquement capables. Il est tout de même invraisemblable d'imaginer une telle hypothèse, et par conséquent il est plus vraisemblable d'imaginer que, soit avec un rapprochement russo-chinois, soit avec un rapprochement russo-américain, de toute façon, il y aura un troisième pôle dans le monde, d'ici une dizaine à une quinzaine d'années.

On a émis, je pense par exemple à l'ouvrage de Morton Kapln « Systems and process in International Politics », l'hypothèse que la bipolarité pourrait disparaître par la création d'un gouvernement mondial. L'opinion publique américaine est enchantée par les thèses de ce genre. Il y a de nombreuses associations, aux Etats-Unis, qui sont très favorables à une telle éventualité, et qui paraissent oublier une autre réalité : c'est que ces associations n'existent pas en Chine ou en Russie soviétique où, après tout, le marxisme-léninisme ne permet pas de souhaiter une telle solution — sauf, bien entendu, par le triomphe dialectique du prolétariat. Un tel gouvernement du monde n'est pas possible par entente entre les deux camps dialectiquement opposés.

Je crois malheureusement qu'il faut donc exclure cette hypothèse, sans même aller jusqu'à y voir philosophiquement une impossibilité, comme Bergson a essayé de le démontrer dans le dernier chapitre des « Deux Sources de la Morale et de la Religion ».

Le monde du sous-développement

Passons maintenant à l'autre grande réalité, l'apparition des Etats nouveaux qui se trouvent être en même temps (à l'exception d'Israël) des Etats sous-développés ou en voie de développement.

Nous avons là un phénomène moins visible que celui du « duopôle », mais qui est probablement d'une importance encore plus grande dans les perspectives

d'avenir. Il y a une vingtaine d'Etats qui sont définis par la classification des Nations Unies (donc selon un critère officiel) comme pays développés. Et cela correspond à peu près à la réalité. Et il y a tout le reste. Et tout le reste comprend les deux tiers de la population du monde. Ces deux tiers de la population du monde, non seulement sont sous-développés, mais commencent à apprendre qu'ils le sont.

Lorsque Walt Rostow a établi sa fameuse échelle du développement des nations (évidemment son système est discutabile sur plus d'un point, mais c'est une base de référence intéressante), il a bien montré que le niveau le plus bas, ce qu'il appelle « l'économie traditionnelle », pourrait durer indéfiniment puisqu'il s'agit du « vase clos », qu'il ne s'agit même pas d'économie de marché national ; c'est la tribu africaine, amazonienne, ou le village de l'Asie du Sud-Est. Mais l'« économie traditionnelle » est en voie de dislocation, et cette dislocation s'accompagne nécessairement d'une prise de conscience de la misère.

Il ne semble pas — André Philip en parlera, et plus

abondamment, et d'une manière beaucoup plus compétente que moi — que les processus imaginés pour remédier à ce sous-développement du monde soient parfaits, ou même simplement satisfaisants. Au fond la grande idée a été la transposition du plan Marshall aux pays sous-développés. Nous avons assisté à un phénomène moins visible que la bipolarisation et que l'indépendance des pays sous-développés, qui est l'apparition d'un nouveau type de diplomatie. Nous avons la superposition de cette diplomatie à la diplomatie traditionnelle.

Dans la diplomatie traditionnelle, les Etats sont de plus en plus considérés comme théoriquement égaux ; le monde a adopté sur ce point la philosophie du président Wilson. Lorsque le général de Gaulle reçoit le président du Niger, il le traite d'égal à égal. Il en va de même, ce qui est plus important encore, lorsque le président Johnson reçoit le chef d'un Etat minuscule. Mais en réalité, il y a une autre diplomatie, dont la date initiale me paraît être le 11 mars 1941 avec le vote de la loi du prêt-bail. C'est la **diplomatie de l'aide**, fondée sur l'inégalité, fondée sur le fait que l'un donne et que l'autre reçoit, fondée sur le fait que celui qui donne ne peut pas s'empêcher de poser des conditions vis-à-vis de celui qui reçoit. Il ne peut pas s'empêcher, quoi qu'il s'en défende en général verbalement, de faire passer dans la diplomatie traditionnelle, fondée sur l'égalité, le fait qu'il dispose d'un énorme moyen de pression grâce à la diplomatie de l'aide.

L'existence de ce système a amené les Etats-Unis à concevoir, après le prêt-bail, et après l'aide irrégulière des années 1945-1948, l'aide Marshall. Or, une aide donnée à des pays développés, qui avaient d'immenses capacités de redressement, de reconstruction pouvait produire des effets considérables. L'extension du processus à des pays sous-développés a provoqué jusqu'à présent, semble-t-il, plus de mécomptes que de réussites. Je ne vois cela que globalement, et il est évident que, dans le détail, innombrables sont les réussites locales, mais il est évident aussi que, dans l'ensemble, les résultats sont décevants. Le chiffre qui m'a paru le plus désespérant, c'est ce chiffre que j'ai vu dans les statistiques de l'O.C.E.D. : l'Inde a réussi, au prix d'un vaste effort, à faire passer, en dix ans, le niveau de vie moyen de chaque habitant, de 55 dollars à 65 dollars. Le pourcentage d'augmentation est évidemment bien plus grand dans les pays développés ; le fossé s'accroît ; face à ce phénomène, qui est très confortable pour nous, nous ne pouvons pas nous empêcher de penser, sans bien voir quel en sera la conséquence, qu'il ne peut pas durer indéfiniment, que quelque chose se produira à un moment pour en briser le cycle.

Or c'est sur l'analyse de ce que pourrait être cette rupture que je voudrais proposer quelques réflexions.

Que peuvent faire les pays du monde libre, au sens large ou au sens restreint, pour empêcher la réalisation de la menace que va faire peser sur eux la prise de conscience par les deux tiers de la population mondiale de leur effroyable et irrémédiable misère ? Prise de conscience à laquelle travaillent activement ceux qui ont un intérêt doctrinal, et pratique, et réel, à prévenir un cataclysme, à savoir : les Soviétiques peut-être — mais ne sont-ils pas déjà trop développés pour assumer ce rôle ? — et surtout les Chinois.

Le problème que je vais évoquer a besoin d'être étudié par des historiens et par des politologues ; il est d'évidence générale qu'il y a une **relation** — plus com-

plexe que les apparences — **entre la misère et l'esprit révolutionnaire**. On ne peut pas s'empêcher de penser à la révolte où sinon Marx, du moins les historiens soviétiques actuels voient la première des révoltes de lutte des classes après le triomphe de la bourgeoisie : la révolte de Lyon du mois de novembre 1831 ; les ouvriers lyonnais désespérés, brandissant des drapeaux sur lesquels étaient écrits : « Vivre en travaillant ou mourir en combattant. » Il est certain que l'idée de risquer sa vie — je parle, non pas des individus qui peuvent être animés par un idéal, mais des collectivités et des masses — existe infiniment plus dans les populations misérables, la faim donnant des dents longues, et la volonté de changement amenant à accepter le sacrifice, que dans les populations prospères ; « le chien et le loup » est une histoire suffisamment connue pour qu'il n'y ait pas besoin d'insister.

L'ennui, c'est que la relation est complexe et qu'on n'est pas nécessairement plus révolutionnaire parce qu'on est plus misérable. Certaines études qui ont été faites, par Labrousse en France, par Dexter Perkins, aux Etats-Unis, paraissent indiquer que les révolutions, ou ce qui revient un peu au même, le désir d'une guerre étrangère, l'hypernationalisme, apparaissent non pas pendant les crises économiques, mais au moment de la reprise, immédiatement après les crises. Les grandes révolutions nationales de 1848 se sont déclenchées après la fin de la crise qui a eu lieu en 1847. Et on pourrait multiplier les exemples.

Je pense que les recherches que nous devrions faire, dans les années qui viennent, devraient porter sur d'innombrables cas de ce genre. Cela nous aiderait à mieux comprendre quelle est la relation entre esprit révolutionnaire et misère.

Mais, globalement, il est évident que si le fossé continue à s'accroître entre des peuples nantis d'un côté et des peuples misérables de l'autre, cette situation ne peut pas durer indéfiniment, et que ces peuples constituant les deux tiers de l'humanité, ayant pris conscience de leur misère, quelque chose se produira.

C'est là qu'on pourrait peut-être introduire quelques réflexions sur le problème de la dialectique possible.

Nous avons vécu, depuis un siècle, sur l'idée d'une dialectique marxiste, d'après laquelle c'est au sein de chaque Etat, peut-être à peu près aux mêmes dates, peut-être à des dates différentes, que s'opéreraient les révolutions, que la dialectique était interne à chaque Etat, et que le prolétariat, absorbant progressivement les classes moyennes, victimes du processus de la paupérisation absolue, finirait par déclencher contre les capitalistes minoritaires la révolution finale. La date de cette révolution, pour les pays occidentaux, a été successivement reculée par Marx et par Engels, par Lénine, mais nous avons vécu autour de cette croyance. Or, nous avons maintenant une certitude, à savoir que dans la plupart des pays occidentaux le processus a été inverse, et que nous assistons, au contraire, à l'étalement, imparfait, insatisfaisant — oh ! combien ! — mais irrésistible, de cette classe moyenne que Marx condamnait, précisément, à disparaître. Cette dialectique marxiste perd sa force et, dans les conversations privées les Soviétiques, ou des gens de l'Europe de l'Est, reconnaissent qu'ils ne croient pas à la possibilité de la révolution dans les pays occidentaux.

Mais il y a une autre dialectique qui est en train de s'installer, si je puis dire, qui est la transposition de cette opposition au sein d'une nation, en une opposi-

tion entre les pays riches et capitalistes, et les pays pauvres. Si cela se cristallise et si tous les pays pauvres trouvent un leader, que ce leader soit puissant, c'est alors que nous aurons un danger infiniment plus grand que ne l'était le danger de rupture entre les deux camps, au plus noir de l'époque stalinienne.

Or, ce leader existe, potentiellement. Ce leader aura probablement, dans dix ou quinze ans, la puissance, l'arsenal nucléaire total. Ce leader, c'est la Chine.

Alors les politiques au jour le jour qui sont pratiquées notamment par les Etats-Unis nous semblent bien vaines. Elles consistent à essayer de renforcer les pays à gouvernements pro-occidentaux souvent artificiels. C'est une politique à courte vue. Pensons à Cuba et à Haïti. Je scandalise volontiers mes amis américains en leur disant que si j'étais Haïtien, je souhaiterais vivement accéder au régime de Cuba, que le régime de Cuba paraît infiniment préférable au régime du Président Duvallier avec ses Tontons Macoutes. Cette position paraît scandaleuse à la plupart des Américains. Et il est assez intéressant d'y réfléchir.

Au fond, les Etats-Unis semblent dominés encore, malgré la résistance de nombreux penseurs et intellectuels, par l'idée que la lutte qu'ils mènent est une lutte contre le communisme. Une lutte contre le communisme présente ce désavantage que, d'un côté, il y a un système de pensée et un système d'action extrêmement cohérent, qui est le communisme et, de l'autre, il y a uniquement l'opposition à ce système, c'est-à-dire l'anticommunisme. D'où une curieuse réaction que l'on voit affleurer très souvent. L'endroit où je l'ai vue le plus affleurer, c'est lors de discussions suivant mes conférences dans les écoles militaires ; la question m'a généralement été posée par des officiers français. Ils me soumettaient cette idée toute simple, toute séduisante : « Face à l'idéologie monolithique des communistes, le monde occidental est divisé ; il nous faut construire nous aussi une idéologie unique. » J'ai répondu toujours — et j'espère avoir l'accord d'un grand nombre d'entre vous : « Ce qui fait la valeur du monde occidental, c'est précisément que les individus, les personnes, soient libres de choisir leur idéologie. A partir du moment où l'on créerait une idéologie unique — à supposer qu'on réussisse à fabriquer quelque chose d'aussi cohérent et d'aussi efficace que le communisme — il est extrêmement probable qu'il s'agirait d'un autre totalitarisme. Et alors, après tout, pourquoi se battre pour ce totalitarisme-là, et non pas céder à l'autre, qui a ses aspects séduisants, il faut bien le dire, puisque c'est une doctrine à vocation universaliste, et c'est une doctrine qui se préoccupe de la misère. Seulement elle se préoccupe de la misère en supprimant la liberté, alors que nous, nous essayons de maintenir comme notre valeur suprême une liberté qui soit une liberté réelle, bien entendu, c'est-à-dire non seulement une liberté théorique, mais un système permettant à tous de profiter de la liberté. »

Revenons au Tiers Monde. Dans cette dialectique qui fait son apparition, cette nouvelle dialectique des Etats prolétariens contre les Etats nantis, contre les Etats capitalistes, est-ce qu'il n'y a pas, pour les Occidentaux, qui n'acceptent pas la philosophie du communisme, une évidence, qui est que leur rôle doit être d'essayer de briser la dialectique ? Briser cette dialectique, mais comment faire ? C'est là que doit porter notre réflexion.

Peut-on briser cette dialectique en soutenant la thèse actuelle des Américains, selon laquelle le meilleur moyen est le renforcement du camp occidental, c'est-à-dire une plus grande cohésion de l'alliance ? Rappelons-nous les paroles du président Kennedy après Cuba (octobre 1962) : « Le moment est venu maintenant de montrer que nous, Occidentaux, nous constituons un front solide. » Là-dessus, le 14 janvier 1963, la bombe a éclaté qui a brisé le beau rêve. Si la valeur suprême est l'unité du monde occidental, la conférence de presse du général de Gaulle, du 14 janvier 1963, aurait été une abominable trahison.

D'un autre côté, est-il vrai que l'unité du monde occidental soit réellement le moyen de rompre la dialectique ?

Je viens de lire un excellent article sur ce thème de mon collègue Brzezinski, professeur à Columbia, un article dans lequel il étudie, à propos de l'Europe, les diverses thèses ou hypothèses suivantes :

D'abord cette hypothèse américaine : le meilleur moyen pour aboutir à une solution en Europe, c'est le renforcement du camp occidental. Et « pour aboutir à une solution en Europe », cela signifie : pour aboutir à l'essentiel, à savoir la réunification de l'Allemagne. Et Brzezinski rejette cette thèse.

Il analyse ensuite une seconde thèse : seuls les Européens peuvent résoudre le problème européen, et par conséquent il faut éliminer les Etats-Unis du processus, donc diminuer la cohésion du monde occidental, et, entre Européens, de l'Atlantique à l'Oural, essayer de s'arranger de telle sorte que le problème européen finisse par être résolu.

Et Brzezinski montre ce qu'il y a de dangereux dans cette thèse : la France et la Russie pourraient peut-être en être les deux pôles. L'ennui, c'est que l'un des deux n'est pas un pôle sur le plan de la puissance, alors que de toute évidence la participation des Etats-Unis à cette négociation globale et lente — qui se ramène, je le répète une nouvelle fois, au marchandage tacite — introduit cette espèce d'équilibre qui fait que, sans céder, les deux camps peuvent aboutir à une entente, et peut-être un jour, finalement, dit Brzezinski, à la solution du problème allemand.

Il y a une troisième hypothèse, qui serait une négociation menée uniquement entre Russie Soviétique et Etats-Unis. Elle est plus facile ; on n'est que deux, et on sait ce que c'est que d'avoir la puissance. Et c'était bien, semble-t-il, l'attitude du président Kennedy.

Et il y en a une quatrième, que suggère Brzezinski, qui est la négociation entre tout l'Ouest et tout l'Est, cette négociation ne supposant pas du tout ce fameux renforcement du camp occidental, mais permettant au contraire l'existence de francs-tireurs, de pays qui peuvent aller plus loin que les autres parce qu'ils se sont donnés une plus grande indépendance, le tout à condition, bien entendu, qu'une cohésion suffisante existe. Il s'agit en effet de savoir s'ils se donnent une plus grande indépendance pour aboutir à ce lent rapprochement Ouest-Est à propos de l'Europe, ou s'ils se donnent une plus grande indépendance pour des raisons de prestige ; dans ce dernier cas, l'ensemble du problème est perdu de vue et les satisfactions de vanité risquent de masquer l'échec final de l'ensemble de l'entreprise.

Revenons aux pays sous-développés ; comment essayer de briser cette dialectique des États pauvres contre les États riches ? Il y a probablement plusieurs moyens que ni les méthodes gaullistes, ni les méthodes américaines ne paraissent envisager clairement actuellement.

Il y a d'abord le goût et l'attraction qu'ont généralement les pays nouvellement indépendants ou sous-développés pour le neutralisme ou le non-engagement. Ce qui, pour la Suisse, est une question de droit international, ce qui, pour la Suède, est le résultat d'une heureuse expérience, devient, chez nombre des nouveaux pays, une valeur, et une valeur suprême. Or, cette valeur est incompatible, si elle est poussée à bout, avec la dialectique. On ne peut pas, dans le système dialectique, où les États prolétariens doivent triompher des États bourgeois, admettre qu'il y ait des États neutres. Alors que dans notre système de pensée occidentale, au contraire, rien ne nous empêche, mais plutôt tout devrait nous inciter à encourager systématiquement ces pays nouvellement indépendants à choisir la neutralité et le non-engagement.

Je voudrais au passage faire allusion à un phénomène historique qui me paraît d'une importance très grande, et qui est la différence entre le système d'alliances de Dean Acheson, et le système d'alliances de Foster Dulles.

Dans le système d'alliances de Dean Acheson, si on excepte le pacte de Rio — l'Amérique latine étant un domaine réservé — et si l'on met à part le traité avec les Philippines, ancienne colonie des États-Unis, toutes les alliances conclues par les Américains ont été des alliances avec les pays développés, c'est-à-dire les nations du Pacte Atlantique, le Japon, l'Australie, la Nouvelle-Zélande.

Au contraire, Foster Dulles a essayé, avec un succès quasi total, de conclure des alliances avec des pays sous-développés, non pas pour la valeur qu'avaient ces alliances en elles-mêmes, mais parce qu'il croyait que la seule façon d'empêcher les pays sous-développés de devenir communistes était de les avoir pour alliés. La porte doit être ouverte ou fermée. Foster Dulles n'admettait pas la position neutraliste. Il estimait que l'évolution normale, et tragique, était pro-occidentale, puis neutraliste, puis basculant dans l'autre camp. Alors que je pense que l'évolution beaucoup plus normale, et celle, en tout cas, que les Occidentaux sont à même d'encourager pour éviter précisément la dialectique, c'est l'évolution depuis le stade pro-occidental vers le stade neutraliste. Parmi ces alliances de Dulles, l'une a sauté, celle avec l'Irak ; l'Irak a quitté le Pacte de Bagdad, l'empêchant ainsi de rester Pacte de Bagdad. Or l'Irak, devenu neutraliste, n'a nullement basculé dans l'autre camp. Les alliances avec l'Iran, le Pakistan, la Thaïlande, sont des alliances finalement absurdes. Leur résultat : ou bien l'on irrite les voisins et rivaux de ces pays, ou bien alors lorsqu'on découvre l'importance des voisins, comme l'ont fait les Américains à l'égard de l'Inde quand s'est produite cette chose pénible qu'était l'intervention chinoise, qui a amené l'Inde à résipiscence, l'on se met à aider davantage le pays neutraliste que l'allié ; on irrite donc l'allié pakistanais qui conclut un traité en mai 1963 avec la Chine... et ainsi de suite...

Le système de Foster Dulles encourage la dialectique au lieu de la briser. Or l'encouragement systématique à la neutralisation — je m'excuse de parler en des

termes aussi généraux et si vagues, tous les cas étant particuliers — paraît tout de même être la seule règle générale pour essayer de briser ce qui, normalement, est l'avenir, c'est-à-dire ce groupement autour de la Chine d'une masse de pays misérables, et puis ce groupement autour des États-Unis, peut-être escortés un jour de l'U.R.S.S., des pays nantis.

Il existe une autre méthode — si l'on peut qualifier des vues aussi vagues de « méthodes » — qui est le groupement, l'esprit communautaire.

Cet esprit communautaire, cette idée de regroupement peuvent présenter plusieurs aspects. Pour l'Europe occidentale, il est certain que l'aspect de prestige est un aspect qui n'a pas disparu. Puisque nous, Français, ne pouvons plus à nous seuls être la grande puissance que nous étions jadis, unissons-nous à quelques autres, et cette union sera la grande puissance. Nous aurons l'Europe troisième force, une Europe de prestige, une Europe en tout cas qui deviendra une grande puissance. Songeons à la définition de la grande puissance qu'a donnée Clausewitz : une grande puissance est celle qui est capable d'assurer sa sécurité par ses propres moyens, contre toute autre puissance prise isolément. Evidemment, s'il y a une vaste coalition des grandes puissances européennes contre Napoléon, celui-ci finit par être battu, mais isolément chacune des grandes puissances est capable d'assurer sa sécurité. Le processus de dislocation du monde des sept grandes puissances d'avant la guerre est extrêmement intéressant à considérer.

D'abord la démonstration a été faite que deux puissances qui se croyaient grandes ne l'étaient pas : la France et l'Italie. Il y a eu ensuite le fait que deux puissances qui étaient réellement grandes, l'Allemagne et le Japon, ont cessé de l'être parce qu'on les a détruites. Puis il y a eu un phénomène beaucoup plus douloureux, celui de l'Angleterre, qui, d'une part, n'a pas été détruite, d'autre part, a été une grande puissance, mais a découvert progressivement qu'elle n'était plus à l'échelle des deux grands.

Alors, l'idée de l'Europe troisième force, ou de l'Europe de prestige, est une idée qui est séduisante dans la mesure où le nationalisme reste, comme l'a démontré Borne hier matin, la valeur actuellement principale : nous serons citoyens d'un très grand pays, les États-Unis d'Europe, et ce sera mieux que d'être citoyens de petits pays. Idée que les Américains, à la fois par tradition et par inconscience du privilège flatteur d'être une grande puissance, comprennent moins bien que nous.

Je me rappellerai toujours une conférence que j'ai faite à Washington, à un groupe de gens du State Department, il y a une bonne dizaine d'années, où je disais que, tout de même, il y avait, pour les Français, quelque chose d'ennuyeux à tomber au niveau de la Suisse. Et la discussion a porté uniquement sur ce point. « Mais pourquoi ? Nous ne comprenons pas, mais c'est l'idéal. Mais nous, c'est ce que nous souhaitons : ne pas avoir de responsabilités mondiales, être au niveau de la Suisse. » Ce manque de conscience est dû aussi au fait qu'ayant la puissance et jouissant d'une totale indépendance, les Américains ne souffrent pas de cette espèce de frustration que nous connaissons, même si nous savons la dominer, de cette frustration que nous éprouvons d'avoir été l'un des grands et de ne plus l'être.

Mais il y a tout de même une autre conception de

l'utilité de l'union — et pas seulement de notre union européenne, mais d'autres types d'unions que nous pourrions encourager à travers le monde — qui est de l'envisager comme l'un des moyens d'assurer une solidarité entre des Etats nantis et des Etats qui ne le sont pas.

Je me sens tout à fait incapable, surtout face à Pierre Uri, à André Philip, de parler des améliorations des techniques possibles de l'aide. Mais il me semble que, dans une large mesure, une aide collectivisée du côté des donateurs, et collectivisée du côté des bénéficiaires, a un caractère tel qu'il fait disparaître la seconde diplomatie dont je parlais tout à l'heure, la diplomatie d'inégalité, et par conséquent atténue l'espèce d'agressivité que le bénéficiaire a toujours à l'égard du donateur, que nous avons eue en France à l'égard des Etats-Unis au moment du Plan Marshall.

Je me rappellerai toujours cette joie de certains commentateurs lorsque M. Pinay a dit : « Mais cela va bientôt être notre tour d'aider les Etats-Unis. » C'était la vengeance ! C'est « Le Voyage de M. Perrichon. » M. Perrichon préfère donner la main de sa fille à celui dont il a cru sauver la vie plutôt qu'à celui qui lui a sauvé la sienne, et qui finit par l'irriter profondément. Or, la collectivisation du côté des donateurs empêche que l'aide soit liée à l'idée d'accroître son prestige, ou trop subordonnée à des conditions inégales, ou trop soumise à la politique. Et la collectivisation du côté des bénéficiaires a très probablement des effets comparables, parce que l'on est un bloc qui discute sur un pied d'égalité avec un autre bloc.

Les expériences de ce type qui ont été faites jusqu'à présent sont des expériences qui, ou bien sont totalement insatisfaisantes, ou bien suscitent des polémiques. L'Alliance pour le Progrès, toute la presse latino-américaine, quotidiennement, ne cesse de dénoncer son échec ; pourtant, il y avait bien des vues intéressantes dans l'Alliance pour le Progrès. Il est certain que le donneur n'était pas collectif, le bénéficiaire l'étant. Mais je crois que le président Kennedy, en tout cas, aspirait beaucoup à ce que le donneur pût devenir collectif et à ce que les Européens participassent à l'aide à l'Amérique latine. L'autre exemple, meilleur peut-être, mais créant naturellement de la part de ceux qui n'ont pas voulu y entrer des querelles, suscitent en tout cas une polémique très ardente, est l'association entre la Communauté Européenne et certains pays africains. Est-ce qu'on ne peut pas imaginer des solutions qui finiraient par grouper, du côté des donateurs, même l'U.R.S.S. ? En tout cas, est-ce qu'on ne peut pas imaginer de proposer à l'U.R.S.S. de faire cela ? Elle ne marchera pas ! Oui. Mais c'est un geste fructueux que de le lui proposer. Parce que, ou bien elle marcherait — ce qui est peu probable — et alors on accroîtrait la collectivisation de l'aide, ou bien elle ne marcherait pas et cela donnerait tout de même à ceux qui ne sont pas communistes une arme tactique intéressante — je m'excuse de descendre à ce bas niveau de la tactique après avoir plané au niveau un peu trop élevé de la stratégie.

Tout cela n'est qu'hypothèses, mais il me semble que, comme toutes les hypothèses, elles sont utiles pour régler notre action. Nous avons des grands problèmes qui se posent, nous en avons un en Europe : la division de

l'Allemagne, laquelle est tellement anormale que cette situation ne peut pas durer indéfiniment. Et comme le faisait remarquer Brzezinski dans cet article que je citais tout à l'heure : nous avons atteint un stade où les Allemands s'exaspèrent à ce sujet et ne se contentent plus de bonnes paroles. Il fut une époque où il suffisait qu'on dise aux Allemands : « Nous nous intéressons à votre problème », pour que les Allemands fussent satisfaits. Nous ne sommes plus à cette époque-là ; les Allemands ont besoin que l'on fasse des tentatives réelles, tentatives dont le succès est d'une improbabilité totale si l'on continue à négocier selon les méthodes qui ont été employées jusqu'à présent...

D'autre part, nous avons ce problème beaucoup plus vaste, puisqu'il est à l'échelle du monde, de savoir si s'établira le mouvement dialectique dont je parlais, si un jour nous serons le groupe des pays riches, présentant une extension plus ou moins grande, avec, en face de nous, le monde prolétaire, ayant son leader armé de milliers de bombes à hydrogène, prêt à tout, possédant, comme le dit Garthoff en parlant de l'U.R.S.S. — mais combien davantage la Chine — une « capacité d'absorption » à l'égard de la bombe atomique, infiniment plus grande que celle, et du monde occidental, et de la Russie soviétique. Qu'on détruise 500 millions de Chinois, il en restera encore plus de 100 millions, et ces 100 millions de Chinois conquerront le monde.

Tel est, me semble-t-il, le problème central, le problème pour lequel les solutions restent à trouver. Elles se situent évidemment à un niveau infiniment plus concret que celui des abstractions où, par force, je me suis placé. Mon seul espoir est que, peut-être, nous réussirons, grâce à ces principes généraux et à quelques autres, à mieux orienter notre action au jour le jour. Finalement nous sommes très probablement au moment où des choix doivent être opérés.

A tout moment, certes, des choix doivent être opérés ; mais au moment où nous sommes, les choix revêtent un caractère gigantesque. Il nous faut essayer, dans la mesure de notre influence, d'orienter les politiques ou d'orienter les mouvements d'idées, ou d'orienter l'action, quelque forme qu'elle prenne, vers la réalisation de certains buts.

Si réellement le danger qui menace nos formes de pensées occidentales est cette possible cristallisation des Etats prolétaires autour d'un leader qui serait la Chine, nous avons heureusement quantités de possibilités d'action, et c'est, à la réflexion sur ces possibilités, je pense, que nous devons nous attacher, davantage, je crois — et je rejoindrai peut-être un assez grand nombre d'entre vous — qu'à la grandeur de la France. »

LIRE FRANCE-FORUM, C'EST

VIVRE AVEC SON TEMPS

Abonnements :

Ordinaire : 20 F, de Soutien : 25 F
France-Forum, C.C.P. Paris 14.788.84
68, rue de Rennes, PARIS-6^e.

discussion du rapport de J. B. Duroselle

Léo Hamon « Tout en acceptant l'analyse de fond du Professeur Duroselle, je voudrais insister sur quelques traits qui selon moi, dominent les questions actuelles des relations internationales et sur leurs conséquences.

Tout d'abord, le péril atomique nous permet de vivre dans un monde relativement pacifique sans que soient, pour autant, résolus aujourd'hui les problèmes du désarmement, d'une juridiction internationale obligatoire, ou de la réorganisation de l'O.N.U.

Et plutôt que spéculer sur un triomphe de la raison humaine au départ, supposons que la situation actuelle se prolonge. Dans cette hypothèse je discerne quatre tendances qui marqueront, je pense, l'évolution générale : un recul de la tension internationale, un relâchement des alliances, l'instauration de connivences communes avec les conséquences qu'elles finiront par emporter sur les armements, enfin, et surtout, l'intériorisation des changements sociaux. Nous irons inévitablement, comme l'a souligné M. Duroselle, vers une débipolarisation du monde, un déclin des alliances et un polycentrisme de fait.

Mais à partir du moment où les alliances et la tension internationale se relâchent, certains intérêts communs aux nations sont reconnus et consacrés : du téléphone rouge aux échanges commerciaux ; mais alors assez vite les dépenses d'armement de plus en plus lourdes apparaissent comme insupportables parce que sans objet. Le problème technique des nations peut alors s'énoncer ainsi : « Comment réduire nos dépenses d'armement, sans détruire, pour autant, le garde-fou de la menace nucléaire ? ». C'est d'ailleurs en ce sens que s'orientent les théories de « l'overkilling capacity » des Américains en avance sur ce point sur les conceptions des Soviétiques.

Mais nous nous trouvons aussi devant une situation nouvelle comportant une difficulté grave et méconnue : les grandes mutations politiques que ce soient celles de 1917-1918, comme celles de 1945 ou de 1948, se sont pratiquement toutes faites jusqu'à présent dans le sillage d'une guerre internationale. A priori, l'absence de guerre devrait donc pour l'avenir ralentir l'évolution possible des relations internationales et des régimes intérieurs. Or il se trouve que l'interférence de deux faits, l'explosion démographique du Tiers Monde d'une part, son retard économique croissant par rapport aux pays industriels d'autre part, vient au contraire accélérer le rythme des changements.

Et si le ralentissement de l'évolution juridico-diplomatique consécutif à l'absence de guerre devait nous empêcher de traduire et de canaliser ainsi les évolutions techniques et démographiques accélérées, nous risquons d'aboutir à une catastrophe.

C'est à Léo Hamon qu'André Monteil, président de séance, donne la parole pour ouvrir le débat sur le rapport du professeur Jean-Baptiste Duroselle.

Ces observations générales m'amènent à soulever deux problèmes : l'évolution future de la Chine et le rôle que l'on peut envisager d'assumer vis-à-vis du Tiers-Monde. On ne peut dissocier le premier problème de « l'aléa présent » majeur, je veux dire l'escalade à laquelle nous assistons, depuis plusieurs mois au Vietnam.

Le jeu de la dissuasion empêchant les guerres internationales à ses règles et ses conséquences, à savoir : l'intériorisation de la violence et la discrétion des interventions. « Faites, mais faites vite » disait Cavour ; et si l'aide discrète ne réussit pas, tant pis pour celui à qui elle ne suffit pas. J.-F. Kennedy l'avait fort bien compris pour la révolution cubaine, après l'échec du débarquement dans la « baie des cochons ». En d'autres termes, ici comme ailleurs, il n'y a pas de jeu possible pour qui ne sait pas perdre et, s'il y a crise au Vietnam, c'est aussi parce que les Américains se comportent en mauvais joueurs, je veux dire comme des joueurs qui ne savent pas perdre...

Ce n'est évidemment pas le point de vue des Américains, dont certains envisagent de pousser l'escalade jusqu'au bombardement et à la destruction des usines nucléaires chinoises. Mais cette opération ne paraît ni très vraisemblable (on a actuellement de bonnes raisons pour croire à une intervention, non pas des Chinois, mais des Russes) ni très efficace, parce que ces mêmes centrales nucléaires pourront être reconstruites en quelques années.

Même si l'on réussissait aujourd'hui cette opération folle, elle serait à refaire demain, et la refaire ne pourrait que consolider la position morale de la Chine comme leader du Tiers-Monde.

Il semble donc impossible d'empêcher la Chine de devenir une puissance nucléaire, et sans vouloir postuler la convergence fatale des civilisations industrielles, on peut je crois anticiper aussi les transformations dans tous les domaines de l'industrialisation, dans le niveau de la vie et dans l'évolution culturelle, qui sont inséparables de l'acquisition d'une puissance atomique. Quand ces niveaux sont atteints on ne consent plus si facilement au sacrifice des 4/5^e de sa population ! Il y a là dans les ambitions de la Chine une bienheureuse contradiction, et nous devons en tout cas nous employer à attirer la Chine du côté où la placera, à un moment donné, sa maturité économique, provoquant ainsi en quelque sorte la défection partielle d'une Chine enfin évoluée à l'égard d'un Tiers-Monde moins développé.

Quant à ce Tiers-Monde lui-même, je crois qu'il est illusoire d'espérer combler rapidement l'écart qui le sépare des civilisations industrielles les plus avancées. Nous pouvons et nous devons certes, travailler à réduire les inégalités économiques entre nations ; mais,

n'en doutons pas, d'importantes inégalités dans les niveaux de vie subsisteront longtemps.

Entre les nations industrielles avancées s'imposeraient donc un « concert » au sens diplomatique du terme — une concertation discrète tendant à la fois au « rattrapage » des inégalités et au freinage des impatiences. Ce concert est d'autant plus difficile à réaliser qu'il suppose entre les participants une conscience très développée de leur solidarité de fait. Aussi devons-nous raisonnablement nous orienter dans un premier temps, vers la recherche et le développement de connivences, plus que vers leur officialisation et vers des déclarations solennelles. Mais à partir d'une pratique de ces connivences, on pourra aller vers des coopérations mieux avouées et par-là même plus apaisantes. »

André Lebreton

C'est plus particulièrement de la stratégie soviétique et des ambitions de l'U.R.S.S. à l'égard des pays occidentaux, dont traite André LEBRETON :

« Pour l'Union Soviétique, la difficulté se situe dans la conciliation de deux objectifs : d'une part, l'élévation du niveau de vie interne ; d'autre part, la pérennité de ses buts révolutionnaires. Sur ce dernier point, les Soviétiques sont parfaitement conscients de la stabilisation des régimes et de la force militaire des pays capitalistes, donc de l'impossibilité d'affronter directement les pays « bourgeois ».

Si l'on en croit le rapport Souslov, l'Union Soviétique se propose trois moyens, d'importance très inégale, pour réaliser son double objectif :

- le premier, fondamental, est la compétition économique avec les U.S.A. ;
- le second est la lutte anti-impérialiste ; autrement dit, il s'agit de détacher les pays du Tiers Monde du monde occidental. Mais l'U.R.S.S. sait fort bien qu'elle n'a pas les moyens matériels pour leur fournir à tous une aide suffisante ;
- le troisième est constitué par les partis communistes de nos pays ; mais tout ce que l'Union Soviétique peut leur demander, c'est de rester plantés comme une écharde sur le flanc des régimes capitalistes.

En fait, seul le premier moyen peut déboucher sur une situation véritablement révolutionnaire et permettre ainsi aux partis communistes des pays développés de reprendre avec fruit leur action subversive, puis de donner finalement au communisme une audience mondiale et un prestige accru.

Stratégie fort incertaine : car pour mener à bien la compétition économique, l'U.R.S.S. a besoin d'un climat relativement pacifique, et, en tout cas, devrait limiter ses efforts d'armement. Contrairement à ce qui se passe aux U.S.A., où cet effort d'armement, en sollicitant la capacité de la production, favorise également l'effort

économique, la force nucléaire soviétique, elle, ne peut s'édifier qu'au détriment de la capacité industrielle générale et de l'élévation du niveau de vie.

Or l'U.R.S.S. ne peut, sans risque de perdre la face, assister indifférente, surtout avec la surenchère de la Chine, à la montée de l'escalade au Viet-Nam. Elle risque, de ce fait, de donner la priorité à la lutte anti-impérialiste en mettant l'accent sur la solidarité avec les nations prolétaires. C'est là, une tentation qui pourrait modifier la politique extérieure de l'U.R.S.S., relativement pacifique actuellement.

Cela dit, l'Union Soviétique n'a jamais caché le quatrième moyen sur lequel elle compte pour entraîner la victoire mondiale du communisme, à savoir : un conflit possible, au sein du monde occidental entre les pays capitalistes dominants et les pays capitalistes dominés. Cet espoir est un peu un leurre ; non pas qu'un tel conflit ne puisse se produire, et la dégradation des relations franco-américaines le prouve : mais cet éventuel conflit ne semble pas devoir créer à lui seul cette situation révolutionnaire à laquelle aspirent l'Union Soviétique et les partis communistes des pays développés.

En définitive, il semble que faute de pouvoir concilier son développement économique interne et sa vocation révolutionnaire, l'U.R.S.S. se résigne à renoncer à cette dernière. »

Pierre Uri

D'entrée de jeu, Pierre URI renvoie dos à dos la politique française et la politique américaine, toutes deux également mal orientées et également inefficaces, et pose la question :

« Quel peut être le rôle de la France, au moment où s'amorce une certaine détente internationale ? Doit-elle profiter de cette détente, pour mener sa propre politique, comme elle prétend le faire actuellement ? Ou bien doit-elle rester le pays qui, traditionnellement, apporte des idées et dessine des politiques ?

Si l'on se fonde sur l'hypothèse, posée par le Professeur Duroselle, d'un regroupement du tiers monde autour de la Chine, la France, en s'amusant à jouer un rôle, est en train de manquer ce qui pouvait être une grande politique française, c'est-à-dire la contribution qu'elle pouvait apporter dans l'édification d'un monde plus humain.

Or sur ce plan, le tiers monde constitue un champ d'action fondamental, d'abord parce que personne n'a su encore trouver de solution efficace, et parce que, sur le plan politique, c'est en définitive dans ce tiers monde que surgissent les crises et que se jouent les drames. D'où l'importance capitale des politiques que nous développons dans ces pays.

Ce qu'on devrait appeler aujourd'hui « la politique internationale », revêt deux aspects : c'est à la fois un effort pour favoriser une certaine évolution globale à

long terme, et une capacité de répondre à des crises à mesure qu'elles surgissent.

En ce qui concerne les pays sous-développés, une mise au point tout d'abord : méfions-nous des chiffres que l'on donne concernant le produit national de ces pays ; construits avec des concepts occidentaux et conventionnels de revenus, ils n'ont pas le moindre sens. C'est donc en termes plus concrets qu'il faut essayer de poser les problèmes.

Or que voyons-nous aujourd'hui ? Une régression prodigieuse de la politique d'aide au développement. Ses deux champions, les U.S.A. et la France, ne cessent de réduire leur aide, sans qu'aucun pays ne vienne compenser cette réduction.

Quant à la manière dont cette aide est attribuée, disons immédiatement que, d'aucun côté, elle ne procède de la moindre politique. En France, le rapport Jannay est resté lettre morte, et si l'on en croit les faits et gestes du chef du gouvernement, les motifs de telle ou telle intervention sont moins l'examen des problèmes en eux-mêmes que le retentissement de ces interventions sur la position du pays.

D'où un accord avec le Professeur Duroselle sur sa théorie de la multilatéralisation de l'aide. En outre, il faut introduire un second thème, et considérer les pays du tiers monde non comme formant un bloc, mais comme étant à des niveaux extrêmement différents.

Dans cette perspective, nous déléguerions aux pays les plus avancés de ce tiers monde le soin de prendre le relais, pour venir en aide aux pays moins avancés. Cette sorte d'étagement du développement a déjà été pratiquée par la France, au moment où elle envoyait des Tunisiens en Afrique Noire, par les U.S.A. au moment du Plan Marshall. Elle présente le double avantage de rompre le lien d'assistance qui pèse désagréablement sur les pays assistés, et d'accroître l'efficacité de la multilatéralisation de l'aide. Cela dit, il va de soi que cette politique doit s'inscrire dans un plan d'ensemble, dont l'aide et l'assistance technique sont deux aspects, mais dont la politique commerciale et agricole sont des éléments décisifs.

Une question demeure maintenant : que peut-on faire, pour éviter la transposition, sur le plan international, de la dialectique entre prolétaires et capitalistes ?

De ce point de vue, le barrage à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun, a été une catastrophe. Il y avait là un moyen pour l'Europe de se déprovincialiser, de s'ouvrir à l'ensemble du monde, et de considérer le sous-développement, non pas seulement comme l'affaire de l'Afrique tout entière, francophone et anglophone, et aussi bien de l'Asie. De la même manière, seule l'association de l'Europe à l'Alliance pour le Progrès pourrait donner à celle-ci tout son sens. Actuellement, l'Amérique Latine se trouve prise en tête à tête avec les U.S.A., et les tentatives de tel ou tel pays, pour s'y faire une position, n'ont réussi qu'à resserrer encore ses liens avec les U.S.A., tant elles ont prouvé que seuls ces derniers sont capables de lui apporter une aide efficace.

Pour ma part, je crois encore à la possibilité d'une politique européenne en Amérique Latine, en accord avec celle des Etats-Unis ; la charte de Punta del Este me paraît excellente ; simplement, il faut que nous le disions à l'Amérique Latine, et ce, d'autant plus que, dans une stratégie d'ensemble de la politique du développement, l'Amérique Latine a un rôle fondamental à

jouer ; certains de ses pays sont déjà proches du « take off », et pourraient à leur tour prendre le relais ou servir de véhicule à l'aide que nos pays, en se groupant, sont en mesure d'accorder au tiers monde, et notamment à l'Asie.

S'il y a bien un terrain sur lequel la politique occidentale doit tenter un regroupement, c'est en effet le Sud-Est asiatique. Le biais, par lequel pourrait être amorcé ce difficile regroupement, pourrait être, selon moi, une sorte de Plan Schuman pour le Sud-Est Asiatique, comme je l'ai proposé un jour, un plan qui s'efforceraient de rationaliser son agriculture, problème capital pour ces pays.

Ce serait d'ailleurs un bon moyen, pour chacun, de sauver la face, puisque le Nord-Vietnam pourrait vouloir être associé à ces expériences. Il existe en effet un intérêt commun aux U.S.A. et au Nord-Vietnam, c'est la sauvegarde de l'indépendance de ce dernier à l'égard de la Chine. Mais encore faut-il qu'au lieu de bombarder les gens, on leur donne une issue possible ; et cette issue ne réside, à mon sens, que dans le regroupement du Sud-Est Asiatique ; c'est une issue à la fois pour le Sud-Vietnam, et indirectement pour le Nord-Vietnam, pour la Malaisie, mais aussi la Birmanie dont l'actuelle léthargie finira bien aussi par déboucher sur une situation explosive. »

Serge Mallet

Serge MALLET s'attache, quant à lui, à montrer comment la recherche d'une plus grande autonomie économique, que ce soit dans les pays du Tiers Monde ou dans les pays développés mais dominés, contribue à créer une situation mondiale de plus en plus complexe et de plus en plus diversifiée :

« En ce qui concerne le Tiers Monde, il y a une réalité fondamentale que l'on a un peu hypocritement négligée jusqu'à présent : les pays du tiers monde ne sont pas seulement des pauvres qui veulent cesser de l'être et qu'il faut aider ; ce sont aussi des pays qui, malgré la décolonisation officielle, théorique, politique, savent qu'ils fournissent au monde développé une grande partie des matières premières dont il a besoin ; et de plus en plus ils prennent conscience de l'importance de leur rôle économique. Pour comprendre les réactions du tiers monde, je crois tout de même qu'il nous faut partir de ce fait. »

Il y a là en effet une différence fondamentale entre la situation de ces pays et celle de la Chine qui, elle, peut se targuer, dans une certaine mesure, de ne pas fournir de matières premières aux pays développés et de les valoriser directement, grâce à l'étendue de ses possibilités humaines. Cette différence explique les réticences de l'ensemble des pays du tiers monde, y compris ceux qui se proclament révolutionnaires, à l'égard de la politique chinoise.

Ces pays sont en effet placés au centre d'un nœud de contradictions : d'un côté, ils ne peuvent avoir, à l'égard des pays développés, qu'une politique quasi conflictuelle, car le coût des matières premières suit

le processus classique et baisse proportionnellement à l'accroissement du coût des produits commercialisés qu'ils sont amenés à importer de plus en plus du fait même de leur indépendance ; de l'autre, ils ne peuvent pas non plus se couper complètement d'avec l'Occident ; l'expérience cubaine est, sur ce point, significative. En fait, leur situation, vis-à-vis des pays développés, rejoint celle des prolétaires vis-à-vis du capitalisme national.

Il est possible que nous passions progressivement à un nouveau type de domination des pays sous-développés par les pays développés ; ce nouveau type de domination, et c'est le cas notamment de l'Amérique latine par rapport aux U.S.A., ne laisse place qu'à un développement contrôlé, et orienté. Bien sûr, l'Aide pour le Progrès a permis d'amorcer le développement industriel de plusieurs pays d'Amérique Latine. Cette évolution ne règle pas pour autant la question, car les U.S.A. en restent les maîtres et le principal gagnant.

Ce type de relations, on peut également l'observer, et sous une forme beaucoup plus directe encore que dans le cas précédent, entre les U.S.A. et l'Europe ; le sous-développement de l'Europe par rapport aux U.S.A. engendre lui aussi cette forme de domination économique et technique dans laquelle le développement est, essentiellement contrôlé par la puissance principale.

C'est le cas notamment de l'industrie électronique qui, dans les trois pays dont les liens avec les U.S.A. sont les plus importants, le Japon, la République Fédérale Allemande et l'Italie, a été essentiellement orientée vers la consommation de masse. L'industrie électronique française est en train de prendre le même chemin.

Cette situation analogue des pays sous-développés et des pays développés mais contrôlés ouvre, à mon avis, de nouvelles perspectives diplomatiques à long terme entre l'Europe et le tiers monde. En fait, ces pays ne forment pas, chacun de leur côté, deux blocs séparés, mais tous, à des niveaux divers et sous des formes diverses, ont à subir une domination économique, dont ils cherchent à se libérer ; et je pense par exemple que si l'on peut construire une Europe véritablement indépendante sur le plan économique, cette construction devra nécessairement surmonter un certain nombre de conflits avec les U.S.A. ; tant il est vrai que l'économie américaine est amenée, de par ses propres besoins de développement, à contrôler les autres économies, moins développées qu'elle-même.

De ce fait, la situation mondiale n'apparaît plus aussi simple qu'on le croit en général. Dans cette perspective, l'Amérique Latine, par exemple, peut chercher à orienter le courant de ses échanges commerciaux vers l'Europe Occidentale, ce qui permettrait à la fois à l'Europe et à l'Amérique latine de retrouver une certaine autonomie.

Le même processus semble d'ailleurs jouer à l'intérieur du camp socialiste, et amène un certain nombre de démocraties populaires à rechercher des accords avec l'Europe Occidentale, pour échapper à la tutelle soviétique. L'exemple le plus frappant est celui de la Roumanie. C'est elle qui, sous l'impulsion pourtant de ses éléments les plus staliniens, a déclenché le processus de dégagement le plus marqué par rapport à l'Union Soviétique, ceci pour des raisons essentiellement économiques.

C'est dire que nous allons vers un monde de plus en plus diversifié, et sur ce point, je tends à rejoindre Léo Hamon : l'époque des pactes et des blocs me semble révolue ; chaque pays, chaque groupe de pays tend à retrouver, à travers la recherche d'une plus grande indépendance économique, une certaine autonomie. »

Pierre Pflimlin

Soulignant d'emblée le caractère décisif de la phase que traversent actuellement les relations internationales, phase qui, selon son expression, peut nous conduire vers le meilleur comme vers le pire, le président Pierre PFLIMLIN insiste, ensuite, sur deux points essentiels : d'une part, les risques que comporte le développement d'un polycentrisme, d'autre part le rôle indispensable des U.S.A.

« Considérons tout d'abord le problème des relations Est-Ouest. Il est frappant de constater que, quelle que soit son appartenance politique, chacun s'accorde à considérer le dégel comme un fait, et comme un fait heureux. Une constatation tout aussi frappante cependant : personne ne semble songer à l'intérêt qu'il pourrait y avoir à se concerter sur une ligne de conduite commune.

Certes, il est très clair que chacun a ses possibilités d'actions particulières : la France, par exemple, a incontestablement certaines possibilités propres, ne serait-ce qu'en raison de ses amitiés traditionnelles parmi les pays d'Europe Centrale et Orientale ; et, à vrai dire, le dégel n'aurait probablement pas pu se produire, sans l'intervention de ces différentes politiques nationales.

Il est également clair que la dislocation des blocs confère aux relations internationales une fluidité et un dynamisme bénéfiques.

Mais faut-il, cependant, conclure que la désagrégation toute relative de ce qui était naguère le bloc communiste, rend admissible et même souhaitable un phénomène symétrique dans le camp occidental ?

Sans vouloir revenir à la politique des blocs, je crois qu'une telle évolution, si réconfortante à certains égards, présente de très sérieux dangers, si on ne l'assortit d'un minimum de concertation. C'est d'ailleurs le rôle que s'efforce de jouer le Conseil de l'Europe, du côté occidental.

Pour venir à bout du monde occidental, l'U.R.S.S., on l'a déjà dit, spéculé sur les éventuels conflits qui peuvent surgir au sein du groupe occidental et diviser ce dernier. Le rapprochement assez spectaculaire de la France et de l'Union Soviétique, par exemple, est en train de faire renaître en Allemagne la hantise de l'encerclement, encerclement qui effectivement a été la politique traditionnelle de la France à l'égard de l'Allemagne. Nous devons y prendre garde. Non pas que je crois à la possibilité d'une troisième guerre mondiale ; mais il y a là une évolution qui risque d'encourager

les spéculations soviétiques, et de porter gravement atteinte à la solidarité de l'Occident tout entier, à tout ce qui a pu être acquis en matière d'unification européenne.

Je crois donc que, tout en exploitant les chances qu'offre actuellement le dégel entre l'Est et l'Ouest, il faut être attentif à maintenir la solidarité de l'Europe occidentale.

Autre grand problème : le rôle des Etats-Unis dans la conjoncture actuelle. Disons immédiatement que ce rôle est indispensable en Europe. Comme l'a souligné le Professeur Duroselle, la détente que l'on observe dans les relations internationales repose sur un équilibre entre les deux Grands et il est bien évident que, même dans l'hypothèse la plus optimiste, un problème comme celui de la réunification allemande, par exemple, ne peut être résolu que sur la base d'un équilibre, dont les Etats-Unis constituent un élément essentiel.

D'où le caractère illusoire d'une formule telle que « l'Europe de l'Atlantique à l'Oural », formule souvent interprétée comme signifiant que l'élimination des Etats-Unis, et peut-être de la Grande-Bretagne, de la scène européenne, rendrait à l'Europe ses chances de cohésion interne.

Non pas que je conteste le rôle que peuvent jouer par eux-mêmes les pays européens. Pour ne parler que du problème allemand, je crois au contraire qu'ils peuvent contribuer utilement à faire mûrir ce problème, et cela de deux manières : en donnant aux responsables de l'Est l'image d'une Europe occidentale solidaire, et en exploitant les possibilités qu'offre actuellement l'amélioration des conditions psychologiques. C'est là un bon moyen pour dissiper la méfiance légitime, il faut bien le dire, de certains pays de l'Est à l'égard de l'Allemagne, cette méfiance qui est actuellement le plus grand obstacle à l'unification.

Passons à la politique américaine, en faveur de laquelle je voudrais risquer un plaidoyer, qui sera peut-être scandaleux pour certains.

L'une des idées-maîtresses de notre rapporteur est celle de la négociation tacite. Or la doctrine de la riposte graduée et de l'escalade est, à mes yeux, un élément typique de cette négociation tacite ; par les coups de sonde, par les tâtonnements auxquels elle donne lieu, elle permet, en effet, de déterminer approximativement la ligne qu'il convient de ne pas franchir.

Bien sûr, elle n'est pas sans danger, notamment pour nous autres qui sommes en première loge en Europe Occidentale. Mais primo, je ne pense pas que nous soyons particulièrement qualifiés pour donner des leçons en ce domaine. Secondo, la conception française de la réplique nucléaire immédiate, dès qu'une certaine ligne est franchie, est extrêmement dangereuse : ou bien l'on risque de déclencher ainsi une guerre nucléaire pour un incident peut-être mineur ; ou bien le tigre risque de se révéler de carton, et alors la crédibilité d'une telle stratégie est fort mince.

En outre, l'un des éléments déterminants de l'équilibre sur lequel repose la paix mondiale, reste tout de même la défense d'un certain nombre de positions-clés. Il est banal de constater que la coexistence pacifique entre le monde libre et le monde communiste est fondée sur l'existence de certaines lignes ; à la suite de plusieurs alertes, qui parfois ont pris le nom de guerres, il est apparu que la non-violation de ces lignes de démarcation était la condition indispensable de la

paix ; c'est le 38^e parallèle en Corée ; le 17^e parallèle au Viet-Nam ; c'est Berlin en Europe. L'abandon de ces positions-clés ouvrirait la voie aux formes les plus diverses de pénétration. Un exemple : si M. Truman n'avait pas réagi lors de l'invasion de la Corée du Sud, je crois que le destin du monde et le nôtre auraient changé.

Cette politique n'est évidemment pas satisfaisante pour l'esprit, elle est dangereuse, elle est même tragique, puisque ces lignes coupent des pays en deux ; mais, sans vouloir prendre parti sur la politique américaine au Viet-Nam, je crois que nous devons, avec un peu d'humilité, faire un effort de réflexion, pour comprendre et bien mesurer la difficulté de ceux qui ont, dans ce domaine, à prendre des responsabilités peu enviables.

En conclusion : il nous faut essayer de trouver une voie médiane, difficile à définir, entre, d'une part, ce qu'implique la détente Est-Ouest : pluralité des décisions et des méthodes, et d'autre part, une indispensable cohérence. Je ne suis pas sûr qu'une dislocation totale du monde communiste soit nécessairement un événement heureux, et, en tout cas, je suis sûr que la dislocation du monde occidental serait un événement néfaste. C'est dire que, quel que désir que l'on puisse avoir de s'affranchir de la prépondérance américaine, il n'est pas possible de briser la solidarité de l'Europe Occidentale et des Etats-Unis. Il est évidemment souhaitable de nous libérer de leur tutelle économique. Mais il n'est pas nécessaire, pour autant, d'adopter à leur égard une attitude hostile. C'est en faisant de l'Europe une entité économique aussi puissante que les Etats-Unis que nous pourrions établir nos rapports sur un pied d'égalité. »

Roger Jacques

Roger JACQUES limitera son intervention à deux questions. La première relative au rôle des organisations internationales, la seconde ayant trait aux théories de la convergence des systèmes capitaliste et communiste.

« En ce qui concerne, tout d'abord, les organisations internationales, il est extrêmement frappant que ni le rapporteur, ni aucun des intervenants n'y aient fait aucune allusion. Certes, nous savons hélas, par expérience, que l'O.N.U. n'a pas répondu à tous les espoirs des signataires de la Charte de San Francisco, mais de là à la négliger totalement dans une étude des perspectives de la politique mondiale, il y a une distance que l'intervenant se refuse à franchir.

Si en effet, l'O.N.U. a révélé parfois, dans son fonctionnement, les défauts inhérents aux excès négatifs des assemblées parlementaires, il n'en reste pas moins qu'elle a joué un rôle non négligeable dans la solution de certaines crises et que même dans des situations où elle n'a pu sortir de l'impuissance en raison des divergences « des Grands », elle a joué un rôle de tampon et par là même peut-être évité le pire.

C'est pourquoi il semble nécessaire de dépasser ce sentiment unanime de scepticisme à l'égard des organisations internationales et d'entretenir, avec persévérance, les aspects positifs de cette expérience : il existe d'ailleurs à côté de l'O.N.U. d'autres instances internationales qui, dans des domaines plus modestes, ont aidé partiellement la solution de questions complexes et ont jeté les fondements encore fragiles d'une mondialisation des problèmes.

Quant à la question de la convergence entre les systèmes capitaliste et communiste, elle mériterait de longs commentaires et il est tentant, en effet, lorsqu'on explore les grandes données de la politique mondiale, d'expliquer les évolutions majeures, par référence à un type de société ; c'est ainsi par exemple, que le rapprochement relatif entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. serait dû au fait que la problématique de la société soviétique se rapprocherait de celle des sociétés industrielles à dominante capitaliste. Cette ligne d'explication générale conduit vite à admettre implicitement qu'il n'y aurait qu'un seul type de société industrielle vers laquelle convergeraient tous les pays développés et qui serait, en même temps, le seul modèle pour les nations prolétaires.

Il est vrai que plusieurs constatations viennent à l'appui de cette thèse :

— L'esprit révolutionnaire disparaîtrait avec la limitation progressive des phénomènes de pauvreté ; on assiste effectivement, depuis quelques années, à une sorte de désarmement idéologique des mouvements politiques et syndicaux dans les sociétés occidentales ;

— Dans l'esprit de certains, la disparition du système des deux blocs entraînerait peu à peu l'atténuation de l'antagonisme idéologique.

Autrement dit et pour résumer grossièrement de telles interprétations, les oppositions idéologiques qui ont marqué la période de la guerre froide et qui masqueraient souvent des oppositions nationales, feraient désormais place aux conflits d'impérialismes.

Il convient de réagir, ne serait-ce que pour contraindre un approfondissement de cette thèse, contre une vue aussi globale et aussi simple des choses.

Tout d'abord, il importe de ne pas confondre crise des idéologies et disparition des idéologies ; chaque société renouvelant en permanence la figure de ses aliénations, il se trouvera toujours des mouvements intellectuels, puis politiques pour dénoncer ces aliénations et proposer un système capable de les effacer. Tel est le sens des recherches, tâtonnantes il est vrai, qui sont entreprises dans nos pays sous le signe du socialisme démocratique.

Par ailleurs, il serait erroné de penser que nous puissions en France ou dans un autre pays développé, bâtir un modèle de société valable pour les pays du Tiers Monde. Nous devons apporter à ces peuples l'assistance dont nous sommes capables dans les domaines économique, technique et administratif, mais nous devons nous garder de la tentation de leur proposer un système global qui ne répondrait pas à leur tempérament, ni aux circonstances historiques dans lesquelles ils sont amenés à créer une nation.

En effet, l'industrialisation, le progrès technique et scientifique ne sont pas nécessairement liés à une

seule forme de civilisation et il est possible que les nations du Tiers Monde élaborent un type de société différent du nôtre en échappant peut-être à certaines formes intermédiaires de notre développement, lié au processus d'accumulation.

Ce ne serait pas la première fois dans l'histoire mondiale qu'il en serait ainsi. »

Joseph Fontanet

Après avoir repris point par point le rapport du Professeur Duroselle, rapport sur lequel il se déclare en parfait accord : amélioration des relations Est-Ouest sur la base d'une redistribution des zones d'influence, disparition sous sa forme belliciste de l'agressivité révolutionnaire de l'U.R.S.S., préoccupations presque identiques de cette dernière et des U.S.A. face aux pays sous-développés, Joseph FONTANET souligne l'apparition de nouvelles lignes de forces, susceptibles de modifier les relations internationales. Il met ensuite en évidence le rôle qu'aurait pu jouer la France dans ce contexte international, et les erreurs qui l'ont conduite à une impasse et la condamnent à l'inefficacité :

« Il faut reconnaître au général De Gaulle un mérite : celui d'avoir pressenti le rôle mondial que pouvait jouer la France, de par sa position, de par son expérience des relations avec les pays européens, et surtout de par la liberté de manœuvre que lui conférait sa part relativement mineure dans les charges mondiales.

Ayant accepté la décolonisation, la France pouvait vis-à-vis du Tiers Monde, facilement jouer à fond la carte du multilatéralisme, ce qui lui permettait à la fois d'accroître ses chances de succès, en entraînant d'autres pays dans cette voie, et de se dégager plus facilement des séquelles de son rôle colonial. Malheureusement, la politique de coopération, telle que nous l'avons conçue, reste liée au rôle que nous avons joué, notamment en Afrique Noire et en Algérie, et par là même, limite les résultats des efforts généreux que le contribuable français consent pour les pays sous-développés.

Le frein mis par la France à la construction de l'Europe encourage une certaine conquête économique de notre continent par les U.S.A., il conduit en fait à un renforcement de ce pôle de décisions économiques et, par suite, politiques, que constituent les Etats-Unis.

Ainsi les très grandes promesses, qu'offraient au départ les efforts de la politique française pour dépasser un système bipolaire périmé, n'ont pas été tenues à cause des méthodes auxquelles se réfère cette politique : pas plus aujourd'hui qu'hier, une certaine politique des nationalités n'a démontré son efficacité ni sa valeur. Les voies nouvelles que le général De Gaulle a semblé ouvrir dans le domaine de la politique internationale se terminent dans une impasse. »

conclusions de J. B. Duroselle

Le professeur J.-B. Duroselle répondant aux divers intervenants apporte des précisions et une conclusion à la discussion qui s'est déroulée sur les divers thèmes de son rapport.

« En évoquant l'antithèse dialectique sur le plan de la pauvreté et de l'abondance, je n'ai pas du tout cherché à évoquer les sources et les raisons de cette pauvreté et de cette misère. De toute évidence, la dépendance économique en est une, et peut-être une des principales. D'un autre côté, il y a, dans l'idée d'« indépendance économique », à la fois une réalité qui est palpable et un mythe. Et c'est précisément la séparation entre cette réalité et ce mythe qui est difficile à déterminer, qui fera l'objet des recherches collectives que nous allons faire à ce sujet. Il me semble que le problème de l'indépendance économique est un faux problème dans la mesure où il est impossible d'avoir l'indépendance économique, excepté si l'on est un immense pays ayant peu de besoin de commerce extérieur.

Il semble que la dépendance économique est liée non seulement à l'intrusion du capitalisme, mais également à l'absence de diversification des productions et à l'absence de diversification des clientèles ou des acheteurs.

Je n'ai fait aucune allusion à l'O.N.U. J'ai peur que ce soit une réaction typiquement française, alors qu'aux Etats-Unis on commence par parler de l'O.N.U. et après on entre dans une réalité plus profonde. L'erreur de cette réaction typiquement française est que, effectivement, cela dépouille un exposé de ce genre de toute allure idéaliste, et que par conséquent cela peut avoir, notamment, comme vous le disiez, pour les jeunes, un effet un peu déprimant.

Je ne pense pas du tout qu'actuellement l'O.N.U. soit un instrument de solution des problèmes. Nous avons la chance que l'O.N.U. existe et, par conséquent, fondons des espoirs sur l'O.N.U. Je ne pense pas que dans les techniques que pratique l'O.N.U., surtout avec sa crise actuelle, elle soit à même de résoudre beaucoup de problèmes, mais enfin, je reconnais que j'aurais dû — je vais être méchant — tirer un petit coup de chapeau à l'égard de l'O.N.U.

En ce qui concerne le problème de convergence des sociétés, c'est là une hypothèse extrêmement douteuse, et je m'excuse de cette phrase brutale. Socialisation des Occidentaux

et libéralisation du communisme ? Il est certain qu'il y a des rapprochements incontestables à partir du moment où elles atteignent un certain niveau de développement économique. Et c'est là que je maintiendrai mon point de vue, lorsque l'on dit qu'on verra peut-être réapparaître des conflits idéologiques ; tout ce qui paraît important c'est de savoir si les conflits idéologiques se produisent entre des groupes révolutionnaires — et révolutionnaires parce que leur situation économique les y oblige — ou si c'est l'affaire Dreyfus, si ce sont des gens prospères : la bourgeoisie française qui se divise en deux camps qui se brouillent sans effusion de sang. Il y aura peut-être des conflits idéologiques, il y aura peut-être aussi une crise économique qui les rendra révolutionnaires. On ne peut pas savoir. Il me paraît que dans les années qui viennent il y ait peu de chance, si nous avons des conflits idéologiques, que ceux-ci dépassent l'utilisation de l'encre et qu'ils atteignent l'utilisation du sang.

Toute solution réside finalement dans quelque chose qu'on peut appeler « multilatéralisation », « collectivisation des efforts », « concert des efforts ».

Surement, cette notion même revêt des formes très nombreuses et, bien sûr, il faudrait bien des colloques et bien des exposés pour arriver à se faire une idée plus claire sur ces formes. Mais je retiens de cette discussion, personnellement, le fait que tout ce qui revêt un caractère purement « national », but de prestige ou d'intérêt national direct, n'apporte que des fausses solutions aux problèmes, et que les seules solutions que nous pouvons entrevoir obéissent à ce principe général, mais tout de même clair et visible, que nous avons atteint la période où les solutions ne peuvent plus se faire que par des systèmes de concert.

Nous avons connu autrefois le concert européen qui assurait la domination des grandes nations sur les petites. Essayons d'imaginer des systèmes de concerts où la diplomatie wilsonienne — qui n'existe que théoriquement — prendrait progressivement une valeur réelle ; l'égalité apparaît et, par conséquent, nous substituerions au nationalisme, qui est actuellement la force suprême, d'autres forces dont nous pressentons l'apparition, dont nous devons, je pense, encourager le développement, mais dont il serait trop utopique de dire que nous en verrons le triomphe au cours de nos existences. »

Le neutralisme

La neutralisation

La neutralité

L'interdépendance égalitaire

Rapport
d'André PHILIP

Séance présidée
par Jacques NANTET

Compte tenu des discussions déjà consacrées, le matin même, aux problèmes qu'il veut aborder, c'est sous un nouvel éclairage, celui des idées relatives au neutralisme et à la neutralisation, qu'André Philip présentera son rapport. Quatre points vont être successivement examinés : la situation des pays en voie de développement, celle de l'Europe, les problèmes de l'O.N.U. (ceci, afin de réparer une omission) ; le rapporteur s'efforcera enfin de dégager les valeurs au nom desquelles nous portons un jugement sur ces phénomènes historiques :

« Le problème des pays que nous appelons politiquement en voie de développement, bien qu'ils ne le

soient pas tous, a fort bien été analysé ce matin. Deux phénomènes ont été mis en relief : d'une part, le hiatus croissant entre leur progrès économique relatif et celui, beaucoup plus rapide, des pays industrialisés ; d'autre part, leur entrée dans l'économie moderne, à un rythme beaucoup plus lent et plus aléatoire qu'on ne l'avait pensé au début. Car, si cette aventure, dans laquelle ils se sont engagés, a déjà ouvert ou va ouvrir, pour certains d'entre eux, la voie du progrès, pour d'autres, elle risque fort de n'être, pour de longues années, qu'une voie sans issue, les rivant au cercle vicieux du sous-développement.

L'aide aux pays en voie de développement

« Pour aborder la question, je voudrais vous livrer l'expérience que j'ai vécue, l'an dernier, lors de la Conférence sur le commerce et le développement à Genève.

Cette conférence, au cours de laquelle j'ai eu, en diverses occasions, à prendre la parole au nom de la délégation française, nous a permis, en effet, de mettre en évidence un certain nombre de problèmes et de choix ; choix qui n'ont d'ailleurs pas été faits, mais que nos relations avec les pays en voie de développement nous obligeront certainement à faire.

Deux solutions ont été proposées à ce problème :

- la politique d'accès aux marchés,
- la politique d'organisation des marchés.

La première, ce sont essentiellement les Américains et le Gouvernement conservateur britannique qui l'ont défendue. Avec l'appui indirect des Gouvernements allemand et néerlandais. Peut-être le Gouvernement travailliste changera-t-il, sur ce point, de position...

Quoi qu'il en soit, cette première solution se fonde sur les arguments suivants : l'un des problèmes essentiels des pays sous-développés est leur incapacité à équilibrer, par leurs exportations, les importations d'outillages dont ils ont besoin pour se développer. Il faut donc abattre les barrières douanières et ainsi, leur permettre de vendre, à l'étranger, une quantité accrue des produits qu'ils fabriquent actuellement.

J'ai réussi, au cours de réunions de coordination entre les Six, à orienter faiblement ces derniers dans la voie d'une autre politique, mais, je dois l'avouer, en me heurtant constamment à l'opposition conjuguée des Allemands et des Hollandais.

La solution préconisée par les Américains et les Britanniques rencontre immédiatement, en effet, la difficulté suivante : la production des pays en voie de développement se limite aux matières premières et aux denrées alimentaires d'origine tropicale, telles que café, cacao, thé, etc... Or, les dépenses alimentaires étant, dans les pays industrialisés inversement proportionnelles au niveau de vie, la demande de ce genre de denrées y est pratiquement saturée aujourd'hui, et seule, l'augmentation de la population peut la faire progresser.

Les manœuvres de la Délégation russe qui, durant la Conférence de Genève, a saisi la moindre occasion pour prendre contact avec nous et jeter les bases de relations commerciales plus développées entre l'Est et l'Ouest, sont, à cet égard, très intéressantes ; une résolution présentée par la Délégation polonaise a clairement exprimé les intentions de l'Est ; elle proposait en effet, en contrepartie du gain tiré des ventes plus développées vers l'Ouest, des achats plus larges aux pays sous-développés.

Cette idée d'échanges triangulaires, qui a d'ailleurs reçu l'approbation de la délégation française, doit être retenue ; elle représente, en effet, à condition d'être expérimentée avec modération, une possibilité de développement des échanges internationaux, car les pays de l'Est, partant d'un niveau de consommation plus faible ont certainement une demande plus élastique.

Donc, première limite à une politique d'accès aux marchés : les pays industrialisés ne peuvent absorber à l'infini les produits d'origine alimentaire tropicale.

Mais en outre, l'écoulement des produits d'origine minérale, le pétrole excepté, se heurte, lui aussi, à une politique systématique qui, dans les pays industrialisés, vise à économiser les matières premières et même en les remplaçant par des produits de synthèse ; le textile en est un exemple typique, le caoutchouc également.

D'où l'erreur, qu'ont commise pendant longtemps, les Russes, de croire à une crise possible en Occident, le jour où les pays du Tiers Monde s'en sépareraient et où, par conséquent ils pourraient freiner leur fourniture de vivres et de matières premières.

Bien au contraire, ce sont les pays vendeurs qui dépendent de plus en plus des pays industrialisés acheteurs.

Mais le plus grave, c'est que ces acheteurs ne traitent pas sur un marché libre international ; ce soi-disant marché libre dépend en réalité de grandes sociétés internationales, d'oligopôles comme l'United Fruit Company, Uni-Lever ou autres, associées aux compagnies de navigation qui dominent le trafic. En fait le soi-disant marché libre ne couvre que des unités marginales, contrôlées par un certain nombre d'oligopôles.

Voilà pourquoi nous avons, pour notre part, proposé, plutôt qu'une politique d'accès aux marchés, celle de l'organisation des marchés : elle permettrait de stabiliser provisoirement, et à court terme, les prix des matières premières d'origine tropicale, et de garantir aux pays sous-développés les devises étrangères indispensables à leur démarrage économique ; étant bien entendu que ces mesures devraient être liées à une politique générale de diversification de la production agricole et de début d'industrialisation.

Je dis bien stabilisation provisoire à court terme ; sinon, l'on aboutirait, si l'on en croit les exemples des caisses nationales de stabilisation des prix du caoutchouc et du café, à un état final de surproduction par rapport à la demande, qui ne pourrait qu'aggraver la situation.

Il en est de même pour les pays qui connaissent un début d'industrialisation. Que peuvent-ils attendre du Kennedy Round et d'un abaissement général des tarifs douaniers ? Le marché intérieur étant, dans ces pays, tout à fait insuffisant, les prix de revient y sont au départ élevé, et, selon la clause de la nation la plus

favorisée, ce sont, aux U.S.A., les Européens, et, en Europe, les Américains qui en régime de liberté des échanges les écartent du marché.

Une mesure intéressante pour tous ces pays, serait le maintien, entre les pays industrialisés, de droits de douane suffisamment élevés, avec l'institution d'un régime *préférentiel*, qui supprimerait ou réduirait sensiblement ces droits au seul bénéfice des pays sous-développés.

Tous les pays, les U.S.A. et la Suisse exceptés, ont accepté, à Genève, ce principe de la préférence, avec, toutefois, cette réserve de la part de certains, qu'elle ne devrait pas être globale, mais *diversifiée* en une série de préférences adaptées à la situation de chaque industrie dans chaque groupe régional, ceci, afin de donner l'avantage aux pays les moins favorisés.

Quoi qu'il en soit, la solution au problème du sous-développement ne se situe nullement dans la possibilité, que nous pouvons donner à ces pays, de vendre davantage leurs productions actuelles, mais dans une *transformation de leurs structures internes*, et dans la rapide création d'un *marché intérieur*, susceptible de constituer un débouché partiel aux produits d'une agriculture rénovée et d'une industrie naissante.

Autre débat important à Genève : celui qui s'est déroulé autour de cette question : quelle forme devrait revêtir l'aide économique aux pays sous-développés ?

Ici encore, le même groupe composé des Américains, Conservateurs britanniques, Allemands et Hollandais, s'est reformé pour vanter les vertus de l'investissement du capital privé ; à les entendre, il nous suffirait d'imiter la Grande-Bretagne qui, au XIX^e siècle, et pendant soixante-quinze ans, a consacré 6 à 7 % de son produit national, sous la forme d'investissements du capital privé, à l'aide aux pays sous-développés de cette époque, les Etats-Unis et le Commonwealth.

A cette argumentation, on peut présenter deux objections. Tout d'abord c'est beaucoup plus en Europe que dans les pays sous-développés, que vient s'investir le capital privé, américain par exemple. Les risques y sont en effet moins grands, les bénéfices plus importants ; par ailleurs, dans la mesure où du capital étranger privé ou public est déjà venu s'investir, il représente dès aujourd'hui, une charge d'intérêts et d'amortisse-

ments relativement lourde sur la balance des comptes de ces pays. La délégation d'Israël a d'ailleurs fait, à ce sujet, une suggestion fort intéressante, proposant, la création d'une institution internationale qui emprunterait sur tous les marchés financiers du monde au taux d'intérêt de ces marchés (5, 6 ou 7 %), mais dont les prêts aux pays sous-développés s'élèveraient à 1 ou 2 % seulement ; la différence entre le taux d'intérêt des places financières et celui du prêt serait comblée par une des formes de l'aide financière aux pays en voie de développement.

Enfin, à supposer que le capital privé vienne s'investir dans les pays en voie de développement, c'est évidemment vers des opérations rentables, et rapidement rentables, qu'il se dirigera : ce peuvent être des opérations spéculatives ou minières, ou encore un autofinancement d'entreprises déjà existantes, au service du pays investisseur. Cette politique d'investissement ne répond donc pas nécessairement aux besoins de développement économique tels que les ressent le pays lui-même.

Aussi, pour compléter l'action du capital privé, avon-nous, pour notre part, lancé l'idée d'un *investissement public*, qui prendrait la forme de dons ou prêts correspondant à un minimum de 1 % du revenu national de chaque pays.

Cette résolution a été adoptée à l'unanimité, sous une forme évidemment très vague. Seuls se sont abstenus l'U.R.S.S. et les pays de l'Est, la Roumanie exceptée. Selon la première, en effet, ce 1 % représente cette dette des pays ex-colonialistes envers les pays colonisés ; et l'U.R.S.S. n'ayant jamais colonisé personne, pas même aux frontières de la Sibérie, ni sur les côtes de la Baltique, ne se sent nul obligation juridique à l'endroit de quiconque ; elle se contentera, en raison de son bon cœur et de son esprit fraternel, de poursuivre, dans la mesure de ses possibilités, l'effort qu'elle a déjà entrepris pour aider les pays en voie de développement. Déclaration qui, je dois le dire, n'a pas rendu l'U.R.S.S. particulièrement populaire au sein de la Conférence de Genève.

Dès lors, un choix restait à faire, entre, d'une part une solution d'inspiration libérale : accès libre aux marchés et appel au capital privé, d'autre part une politique d'organisation des marchés avec l'appel à l'aide

Travailler à réduire les inégalités économiques entre nations.

publique : aide à caractère multilatéral entre des groupes régionaux de pays donateurs et de pays bénéficiaires.

Mais un obstacle est alors apparu, nous empêchant de poursuivre plus en profondeur la discussion ; cet obstacle, c'est l'attitude des pays sous-développés eux-mêmes qui, se réunissant en un front unique dans ce que l'on a appelé le groupe des soixante-dix-sept, se sont déclarés prêts à tout accepter, accès aux marchés et organisation des marchés, sans se rendre compte du caractère contradictoire de ces deux solutions, et demandant aux pays industrialisés de se mettre d'accord pour leur faire des propositions.

Dans de telles conditions, les propositions, n'ont été évidemment élaborées que sur le plus petit commun dénominateur, chacun s'opposant au maximum à la solution préconisée par le groupe antagoniste.

La constitution de ce front unique a, par ailleurs, fait apparaître un danger dont les pays industrialisés prennent aujourd'hui de plus en plus conscience : le nationalisme des pays en voie de développement, et leur incapacité à opérer des choix politiques pourtant indispensables. Cette révélation a été d'autant plus frappante que ce sont des pays particulièrement extrémistes, qui ont dominé le groupe des soixante-dix-sept. Au moment où la Quatrième Commission s'efforçait d'établir une déclaration des droits des pays en voie de développement, ils ont insisté sur le droit de ces pays à la propriété des ressources existant sur leur territoire, et à l'utilisation de ces dernières pour leur propre développement économique.

Naturellement, la délégation française s'y est opposée, montrant qu'il s'agissait là d'une politique de suicide, qui offrait à un Pujade ou à un Goldwater un excellent argument pour s'opposer à toute aide aux pays sous-développés, puisqu'elle accordait à tous les pays, et par exemple à la France ou aux U.S.A., le droit d'utiliser prioritairement leurs ressources nationales à leur propre développement économique.

Certes, le nationalisme est un mythe animateur valable, nécessaire dans la période de lutte pour l'indépendance politique ; mais il devient un élément de blocage économique lorsque les pays ayant obtenu cette indépendance, essaient d'analyser les conditions de leur croissance.

D'où la nécessité qui est apparue nettement depuis la fin de la Conférence de Genève, d'un *Droit international du développement*. Outre les treize principes principaux et les quatorze principes subsidiaires, qu'elle a adoptés à la majorité, la Conférence a également voté, mais à l'unanimité cette fois, le principe de la convocation d'une conférence d'experts, chargés spécialement d'élaborer une déclaration unifiée des Droits des pays en voie de développement.

D'une façon générale d'ailleurs, les théories présentées à Genève par la délégation française répondaient bien aux besoins des pays en voie de développement, et ils en prennent de plus en plus conscience aujourd'hui.

L'évolution intérieure des pays du tiers-monde

Du problème de l'aide aux pays en voie de développement, passons maintenant à l'examen de leur évolution intérieure.

Tout d'abord, je ne crois pas à une mobilisation du Tiers Monde par les Chinois. Les hommes de couleur ne constituent nullement une sorte de front unique face aux blancs ; d'un côté, les Africains considèrent les Chinois comme des blancs, au même titre que les autres, puisqu'ils ne sont pas noirs ; de l'autre, si l'influence chinoise est réelle et croissante, notamment dans les pays africains, il faut en chercher la raison dans le caractère très réaliste de l'aide chinoise à ces pays.

Contrairement aux experts russes, américains et malheureusement aussi européens, qui, eux, emportent dans leurs bagages les habitudes et le mode de vie des pays industrialisés, les experts chinois sont des paysans qui, vivent la vie des autochtones ; le Chinois porte parce qu'il est, lui, véritablement au ras du sol.

En ce sens, l'influence que peut exercer la Chine dans les pays en voie de développement est certaine ; mais elle reste limitée, à la fois en quantité et en importance, au domaine de l'enseignement agricole ; elle ne pourra, en tout cas, effacer la vieille attitude des pays africains pour qui le Chinois est essentiellement l'usurier et le commerçant ; qu'il soit communiste ou non, peu importe, le Chinois reste, comme le Libanais, le symbole même du capitalisme usuraire ; on craint son influence et la multiplication rapide de ses familles.

Quelle est, en fait, l'évolution de la plupart des pays en voie de développement ? L'on assiste, me semble-t-il, à la naissance, par delà les anciennes tribus, d'une *bourgeoisie nationale*, qui constitue un embryon d'administration, comme notre bourgeoisie au 16^e siècle. Seulement, comme ces pays ne disposent pas de marchands qui, chez nous, ont créé les communes et les ont administrées pendant cinq cents ans, comme ils n'ont pas non plus nos traditions d'entrepreneurs et qu'ils attachent par contre, à l'exercice de l'autorité politique un sens particulièrement prestigieux, cette bourgeoisie naissante est une bourgeoisie, non pas d'entrepreneurs, mais de *fonctionnaires*, contrôlée par un parti unique ou dominant, et qui se dit socialiste. En réalité, le sens de ce terme, pour eux, n'a pas le moi-

dre rapport avec celui qu'il revêt pour nous, celui de l'acquisition par les travailleurs eux-mêmes de responsabilité aux différents niveaux de la vie économique et sociale.

Que peut-on dire maintenant de l'avenir ? Sur ce point, j'inclinerais à jouer du paradoxe.

Il faut distinguer deux sortes de pays : les pays continentaux et les pays côtiers.

Les premiers, pour lesquels les frais de transport à l'importation et à l'exportation sont très élevés, ont intérêt à s'orienter vers une forme assez concentrée d'un capitalisme d'Etat, qu'ils peuvent appeler socialisme. La seule issue, pour eux, est en effet l'essor, sous les auspices de l'Etat, d'un petit développement économique interne, fondé sur la transformation de l'agriculture, la réorganisation de l'artisanat et la création progressive d'une industrie travaillant pour un marché national qui se constituera peu à peu.

Par contre, les pays côtiers pour lesquels les frais de transport sont relativement modérés, ont intérêt dès le début à donner à leur industrie naissante des débouchés extérieurs, et donc à lier leur développement économique au capitalisme international, tel qu'il existe maintenant.

Mais à mon avis, et c'est là où se situe le paradoxe, la situation sera, dans dix ans, complètement renversée. Les pays qui auront fait appel au capitalisme international, et réussi, grâce à lui, à jeter les bases d'une industrie moderne, connaîtront, lorsqu'un prolétariat se sera constitué un conflit qui prendra la forme d'une bataille entre une main-d'œuvre nationale et des capitalistes étrangers ; la conséquence sera la nationalisation des entreprises étrangères situées sur leur territoire et l'orientation vers un capitalisme d'Etat socialisant. Par contre, les pays de l'intérieur qui devront leur développement industriel à l'initiative d'une bureaucratie toute puissante, verront naître de petits entrepreneurs autochtones, las de la lourdeur administrative de cette bureaucratie, et prêts à la renverser, pour orienter leur pays dans la voie d'un capitalisme privé, fondé sur de libres entrepreneurs.

Quoi qu'il en soit, une forme nouvelle de socialisme commence à percer dans les pays en voie de développement ; mais ce ne sont pas, selon moi, les décisions prises au sommet, par des capitalistes privés ou publics, qui pourront le faire mûrir ; c'est une prise en main des responsabilités par une base essentiellement paysanne. Ainsi, grâce à la constitution progressive de mouvement d'animation rurale et de coopératives, nous pourrions peut-être assister, dans trente, quarante ou cinquante années, à l'éclosion d'un socialisme africain ou même, mais nous ne pouvons le déterminer, d'un socialisme asiatique.

En ce qui concerne « l'exemplarité » de certains systèmes, je ne crois pas que les pays en voie de développement doivent imiter tel ou tel modèle proposé par les pays occidentaux ou orientaux. Certes, les nécessités du moment les obligent aujourd'hui à utiliser un langage tiré de ces modèles : les pays soutenus par les U.S.A. par exemple parlent de libre entreprise, mais si la Chine ou l'U.R.S.S. leur fournissait un peu plus d'aide, c'est de socialisme qu'ils parleraient ; inversement, les pays aujourd'hui soutenus par la Chine parlent de socialisme ou de communisme, mais si les U.S.A. se montraient plus généreux à leur égard, c'est de libre entreprise qu'ils parleraient. De toute façon,

ces pays trouveront, à un moment donné, leur voie propre.

En outre, bien qu'ils représentent les deux tiers de la population, ils ne jouent pas encore de rôle actif dans le jeu de la politique internationale ; en raison même de leur faiblesse, ils ne peuvent, à l'heure actuelle, qu'être les objets de cette politique.

D'où la conclusion que je tire de ces observations : compte tenu du peu d'importance qu'il faut accorder aux affirmations politiques des pays en voie de développement, nous devons, d'une part, poursuivre à leur égard une politique de neutralisation, dégagée de tout mot d'ordre ou conflit idéologique ; nous devons, d'autre part, nous mettre d'accord pour cesser le jeu lamentable qui consiste à mêler ces pays à nos propres conflits et à exploiter leurs divisions internes au bénéfice d'intérêts qui leur sont extérieurs.

C'est donc l'indifférence vis-à-vis de leurs formes politiques transitoires qui doit définir notre attitude à l'égard des pays sous-développés ; sur ce point, je rends hommage à la politique du Gouvernement français vis-à-vis de l'Algérie, qui aide ce pays par l'envoi de subsides, d'éducateurs et de techniciens, sans tenir compte des péripéties politiques et des changements de gouvernement, persuadé qu'à la longue, l'Algérie et sans doute l'ensemble du Maghreb finiront par se rapprocher de l'Europe.

Lorsqu'aux U.S.A. j'ai défendu cette thèse de l'indifférence aux formes politiques transitoires des pays en voie de développement, j'ai rencontré, chez la plupart des Américains un accord de principe, mais aussi le refus d'en tirer les conclusions inévitables. Dans les pays comme ceux de l'Amérique latine, en effet, où le pouvoir politique est détenu par la classe féodale des propriétaires fonciers, une révolution agraire, analogue à celle de 1789 en France, constitue un préalable indispensable au développement économique de ces pays.

Le problème ne se pose pas avec autant d'acuité en Afrique. En Asie, où le pouvoir est détenu moins par des propriétaires fonciers que par des usuriers, il se pose sous une autre forme. Mais en Amérique latine, il est d'autant plus difficile à résoudre que les entreprises capitalistes américaines situées dans ces pays sont étroitement liées aux intérêts financiers de la grande aristocratie foncière.

Or accepter la neutralisation de ces pays, c'est, pour les U.S.A., laisser faire, et même encourager une révolution agraire indispensable, c'est abandonner leurs intérêts propres, lorsque les grandes sociétés capitalistes auront été nationalisées même sans indemnité ; c'est aussi laisser à ces pays la liberté de choisir leur étiquette politique passagère et leur politique de transformation économique et sociale ; le seul point sur lequel nos amis américains ont le droit d'insister, c'est le maintien d'une neutralité militaire à l'égard des différents blocs, neutralité copiée sur le modèle de celle qui a été imposée à l'Autriche.

Dans cette perspective, peut-être devrions-nous rechercher la conclusion d'un accord international, visant à interdire toute intervention et toute livraison d'armes dans les pays en voie de développement quels qu'ils soient. Accord sans doute difficile à réaliser, clauses dont le respect sera peut-être encore plus difficile à contrôler ; mais, à mon avis, il s'agit là d'une voie politique qu'il nous faut suivre.

La situation de l'Europe

L'Europe, par contre, ne peut pas être neutralisée. De par sa puissance industrielle existante, et plus encore de par sa puissance potentielle, elle est amenée à prendre, dans tous les domaines, des responsabilités internationales. Qu'ils le veuillent ou non, les pays européens ne peuvent éviter d'être, non pas des objets, mais des *sujets actifs de la politique internationale* , à la fois sur le plan économique, et sur le plan de la politique extérieure et militaire.

Sur le plan économique, l'Europe reste indissociable de ses principaux partenaires : les U.S.A. et le Canada. C'est dire qu'une politique véritablement européenne ne saurait être celle d'une Europe repliée sur elle-même et s'efforçant de réduire ses échanges commerciaux avec le monde, et les U.S.A. en particulier. Mais ces rapports économiques doivent toutefois s'établir sur un *pied d'égalité* , que les simples abaissements des tarifs douaniers, discutés actuellement dans le cadre des négociations du Kennedy Round, ne peuvent réaliser.

Ces négociations ont mis en évidence deux faits :

— D'une part, le retard des pays européens sur les U.S.A. dans le domaine de la recherche scientifique rend nécessaire, si nous voulons instaurer une concurrence égalitaire, d'établir un Office européen de la Recherche scientifique. Cet Office devrait être rapidement créé à Bruxelles, et doté des crédits et des hommes nécessaires à la coordination et à la multiplication de nos efforts en la matière ;

— D'autre part, nos entreprises, en raison de leur faible dimension, ne sont actuellement pas de taille à concurrencer celles des U.S.A., d'où la nécessité conjointe d'une coordination entre les différentes politiques économiques européennes, et d'une politique de programmation à moyen terme.

En somme, la leçon qu'il nous faut tirer de ces négociations, c'est la nécessité d'une étroite liaison entre les progrès réalisés dans la voie de la coordination des

politiques économiques européennes, et dans celle de l'abaissement du tarif européen.

Autrement dit, nous devons tout à la fois affirmer notre volonté de poursuivre nos relations économiques avec les U.S.A., mais refuser cette politique de libéralisme économique qu'est, trop souvent encore, celle du Gouvernement américain. C'est un dialogue explicatif permanent qu'il nous faut engager, sur ce point, avec nos amis, les U.S.A.

Sur le plan de la politique extérieure et militaire, *une neutralisation de l'Europe est irréalisable, un neutralisme systématique inacceptable ; la possibilité d'une neutralité doit être, par contre, envisagée dans certains cas.*

L'Europe, même unifiée, est incapable de se défendre contre une agression russe ; même si elle possédait une force nucléaire face à celle de l'U.R.S.S., elle serait incapable de se défendre toute seule. Contrairement aux thèses du général Gallois, que, pour ma part, je n'arrive pas à comprendre, l'intervention américaine immédiate et totale est, en cas d'agression russe, inévitable.

Certes, nous avons beau jeu à « critiquer » les Américains ; quels que soient nos paroles ou nos actes, ils seront en effet *obligés* de venir à nos côtés, dès l'instant où nous serions attaqués ; c'est, pour eux, une question de vie ou de mort. Il suffit de considérer leur intervention dans l'Asie du Sud-Est, et cela malgré l'inconfort de leur position, pour se convaincre qu'une mainmise de l'U.R.S.S. sur le potentiel industriel de l'Europe ne mettrait pas seulement en jeu leur honneur, mais leur existence même.

Je crois donc à une riposte américaine immédiate à toute agression russe en Europe, même si les moyens militaires utilisés par l'agresseur étaient conventionnels.

Cependant, l'Europe constitue pour le moment un front stabilisé, et les risques d'agression se situent, actuellement du moins, hors de notre continent. C'est aujourd'hui le Vietnam, ce peut être demain le Moyen-Orient, après-demain et peut-être très rapidement l'Amérique du Sud. Car si le Chili avec le gouvernement Frei, ne parvient pas à opposer au modèle castriste un autre modèle de réforme agraire démocratique pacifique, impliquant l'élimination des grands propriétaires fonciers et la nationalisation de l'Anaconda Copper Company, il est fort probable qu'au Brésil, et pas seulement au Brésil, éclatera rapidement une révolution, mais cette fois soutenue par les Russes ou par les Chinois, et tournée contre les Américains, qui auront été l'obstacle à l'indispensable réforme agraire dont ces pays avaient besoin.

Dans cette hypothèse, et à supposer qu'en désaccord avec les U.S.A. nous refusions de nous engager dans une guerre à leurs côtés, que pouvons-nous faire ?

A l'idée gaulliste d'une Europe indépendante et troisième force, on oppose souvent — et c'est mon cas — l'idée d'un partner-ship égalitaire avec les U.S.A.

Seulement ce partner-ship égalitaire, nous devons le vouloir et ne pas masquer, sous cette étiquette ce qui serait en fait un protectorat américain sur l'Europe.

Autrement dit, un *partner-ship* égalitaire suppose d'abord une *réciprocité des droits de l'Europe et des U.S.A.* ; droit de veto par exemple dont les U.S.A. ont déjà usé notamment lors de l'affaire de Suez, mais que l'Europe doit pouvoir exercer, lorsqu'elle estime que les U.S.A. se trompent.

Or ce droit, ni les Allemands, ni les Anglais ne peuvent réellement en jouir, les premiers en raison de la protection américaine à Berlin, les seconds en raison de leur politique en Malaisie et de la faiblesse de leur situation financière. Seule la France peut l'exercer, parce qu'elle a achevé sa décolonisation. Seulement, ce droit, elle le clame peut-être un peu trop fort. Peu soucieuse de délicatesse, oublieuse de ce que furent, il y a peu de temps ses responsabilités, elle n'est guère de ce fait qualifiée actuellement, pour indiquer aux autres pays ce qu'ils ont à faire.

Un *partner-ship* égalitaire implique également, non pas la force internationale multilatérale, ni d'autres accords nucléaires, dont l'organisation structurelle fait aujourd'hui fleurir une série de projets auxquels j'avoue ne pas pouvoir m'intéresser, mais une consultation permanente entre l'Europe et les U.S.A. *sur tous les problèmes de politique extérieure*, et un engagement, de la part des Etats-Unis, à ne pas utiliser leur force nucléaire contre l'avis de l'Europe.

Tant que ce problème général de politique extérieure

n'aura pas été réglé, le *partner-ship* restera un protectorat.

Mais il est évident que, du côté européen, la première condition à ce *partner-ship* est l'existence d'une *voix européenne unique*, capable de dialoguer, à tout instant, avec les Américains, au nom de l'Europe tout entière. Autrement dit, il nous faut construire une Europe politiquement unifiée.

En refusant, au nom de la souveraineté nationale, de transférer des pouvoirs à Bruxelles, nous courons à la catastrophe. Car, *plus on met un frein à la création de cette Europe politique, plus on accélère la satellisation des pays européens séparés*, plus la France proclame son indépendance vis-à-vis des U.S.A., plus rapide est la mainmise de ceux-ci sur les autres pays de la Communauté européenne, peut-être même aussi sur la France ; il suffit de constater l'histoire de la Société Bull et la victoire du « General Electric » sur le « Général atomique ». Finalement, la pénétration des investissements américains en Europe a, depuis un ou deux ans, conféré plus de pouvoirs de décision réels à Washington qu'il n'en a été transférés à Bruxelles, siège de la Communauté Economique Européenne.

En fait, au point où nous sommes parvenus, le meilleur moyen, pour nous, de nous dégager de cette emprise croissante des U.S.A. sur l'Europe, c'est bien la création d'une *autorité européenne supranationale*.

Le Parlement européen : sur la voie de l'Europe démocratique ?

Constitution d'une communauté internationale

Telles sont les observations générales que je voulais présenter ; les conclusions que j'en tirerai prendront plutôt la forme de thèses :

1. — *Aucun pays développé, l'U.R.S.S. et les U.S.A. exceptés, ne peut plus aujourd'hui conserver son indépendance nationale*, que ce soit sur le plan économique ou militaire. Peut-être rester indépendants quelques micro-nations seulement, comme le Mali par exemple, en raison de leur sous-développement et de la nécessité où ils se trouvent de donner priorité à leur organisation interne. Et peut-être l'affirmation du nationalisme recouvre-t-elle un de ces phénomènes psychologiques de compensation qui logent dans des symboles ce que l'on a perdu dans la réalité ou ce que l'on perd de plus en plus.

2. — Notre problème fondamental est celui de la création, entre blocs régionaux ou sur le plan mondial, d'une *interdépendance égalitaire*, qui respecte les intérêts et les dignités nationales.

A cela, deux conditions :

— Les groupements régionaux doivent être *fédératifs*, dans un cadre aussi large possible, que ce soit en Afrique, en Amérique latine ou en Europe ;

— *L'économie* de ces divers groupements doit être suffisamment développée, pour que chacun puisse peser et participer aux décisions communes. Ce poids, ils ne le tireront pas de leur force militaire (bien que je n'écarte pas l'idée d'une nouvelle C.E.D., ni même celle d'une force atomique européenne), mais de leur force économique, c'est-à-dire du développement de l'outillage, de l'éducation et de la recherche scientifique. Il faut également qu'un minimum de justice sociale et de démocratie économique et industrielle préside à l'intégration de ces groupes de nations ; sinon tel ou tel groupe social se sentira toujours écarté de la vie de la société.

3. — Les nouvelles micro-nations des pays sous-développés ne peuvent s'affirmer dans un isolement nationaliste ; elles doivent se grouper *régionalement*, et travailler à l'élaboration d'un *droit international du développement des échanges*, qui institue, en place du *laisser-faire* et du *laisser-aller* actuel, une organisation d'échanges internationaux *négociés entre groupes*.

4. — *La neutralisation des pays trop faibles*, pour

être sujets de la politique internationale, est aujourd'hui une nécessité ; un neutralisme systématique n'étant cependant pas durable.

Par contre, dans le cadre d'un *partner-ship* égalitaire entre les U.S.A. et l'Europe, une politique de *neutralité potentielle* permettrait à celle-ci de se retirer du jeu, au cas où éclaterait un conflit, auquel elle ne pourrait moralement pas participer. En ce sens, je n'écarte pas l'idée de la C.E.D. et d'une force atomique européenne, dont le but serait d'assurer, non pas notre défense, mais la sauvegarde de cette politique de neutralité.

5. — Le but, enfin, que nous devons nous assigner, est la constitution progressive d'une communauté internationale.

Les Nations Unies ne sont nullement une ébauche de cette future communauté ; elles ne sont qu'une association d'Etats, chargée de veiller au respect de leur souveraineté et de l'équilibre entre les Etats nationaux. Et si j'en crois mon expérience, leur efficacité est minime, en raison même du *mode de recrutement de leurs fonctionnaires*, choisis non d'après leur qualité, mais d'après les quotas des différentes nationalités. Par ailleurs, il est bien évident que rien de positif ne peut sortir d'une réunion internationale, où cent vingt-deux personnes prennent la parole à propos de chaque problème.

Nous en avons d'ailleurs fait l'expérience à Genève ; dans une conférence internationale, le moindre pas en avant d'un chef de délégation soulève un concert de protestations de la part de la délégation tout entière ; et le seul moyen d'aboutir, c'est de séparer les responsables des délégations de leurs experts et de leurs fonctionnaires gouvernementaux. C'est ce qu'a fait, à Genève, le Président de la Conférence qui, au bout de deux mois et demi, et au moment où le vent de la défaite se faisait sentir, a finalement décidé de détacher six hommes de leur délégation, pour qu'ils étudient seuls, et dans le secret, ses propositions et qu'ils présentent leurs observations.

Au bout de quatre jours, ces sept hommes qui étaient, avec le président de la Conférence, les responsables des délégations américaine, anglaise, européenne, indienne, africaine, d'Amérique latine et un Français ont pu parvenir à un accord ; et tous les autres ont bien été obligés, bon gré mal gré, de nous suivre.

Autrement dit, une communauté internationale ne saurait être réalisée dans le cadre gouvernemental des Nations Unies. Une telle communauté implique inévitablement au début une *technocratie aristocratique-prophétique* ; pour l'édifier, nous devons procéder par étapes, jusqu'au jour où elle pourra être rendue responsable devant ce qui serait un contrôle démocratique réel.

Est-ce à dire qu'il faille supprimer les Nations Unies ? Bien au contraire, nous devons leur donner le moyen de survivre, et peut-être ce moyen est-il, comme l'a suggéré le général de Gaulle, la restauration de l'autorité du Conseil de Sécurité, mais d'un Conseil de Sécurité élargi, comportant cinq, six ou sept représentants permanents supplémentaires des différents blocs régionaux de l'Amérique latine, de l'Afrique et de l'Asie ; ces pays sont en effet trop insuffisamment représentés à l'heure actuelle, pour que l'O.N.U. soit véritablement une *Fédération de piliers régionaux* ; et je précise que ces piliers devront s'organiser par groupes de vingt par exemple qui cohabiteront les uns avec les autres ; je l'ai déjà dit, il est impossible de fournir un travail efficace à cent vingt-deux.

Les valeurs en jeu

Dernier point : au nom de quelles valeurs ai-je défendu les thèses que je viens de vous présenter ?

Disons immédiatement que je ne crois ni aux lois de l'histoire ni à une fatalité historique ; le nez de Cléopâtre a eu beaucoup plus d'importance que toutes les lois de l'histoire que l'on a essayé de dégager.

Je ne crois pas non plus à la « nature humaine », ni même aux « droits naturels » que conférerait à une communauté internationale sa propre existence. A ce compte, la Mafia, qui est une communauté internationale réelle, aurait des droits naturels.

Un fait ne crée aucun droit ; un fait est un fait et il n'en peut sortir qu'un autre fait, nullement une valeur. De même, les Nations, qui sont des faits historiques, qui naissent, qui meurent, se transforment, et que nous devons considérer comme des réalités historiques à aménager et à organiser, ne sont pas par elles-mêmes porteuses de valeurs. Simplement, ces faits, tout en résistant à la volonté humaine, constituent des déterminismes partiels et contradictoires, sur lesquels l'homme peut s'appuyer pour les surmonter.

Comment puis-je alors porter un jugement sur ces phénomènes historiques que sont les relations internationales ?

Il est fondé sur le sens que nous avons de la liberté humaine. Il s'agit d'un jugement moral, à caractère universel, à la fois *supernaturel*, puisqu'il est un effort de l'intelligence pour imposer un ordre au désordre naturel des choses, et *historique*, puisqu'il tient compte de chaque situation pour peser sur elle et l'orienter dans la direction jugée souhaitable.

Pour finir, je voudrais reprendre un problème abordé

ce matin : celui de l'évolution actuelle des U.S.A. et de l'U.R.S.S.

Les U.S.A. ont été les premiers à s'orienter vers une production et une consommation de masse. Ils entrent maintenant dans une civilisation de services, dont on ignore encore ce qu'elle sera.

A son tour, l'U.R.S.S. commence à se lancer dans la production de masse, à rêver de jazz, de films américains, bref, d'une société de consommation ; et, chose curieuse, elle se trouve beaucoup plus pénétrée que n'importe quel pays européen, par le modèle de la société américaine.

Cette évolution ira-t-elle dans le sens d'une libération de l'homme ? Ce n'est pas certain ; car, à un même niveau de production et de développement économique, on peut tout aussi bien mettre ses ressources au service de la grandeur de l'Etat qu'au bien-être de l'homme ; on peut tout aussi bien utiliser l'homme comme instrument de production que lui confier des responsabilités.

Certes, ce rapprochement des U.S.A. et de l'U.R.S.S. est souhaitable ; mais il ne faut pas s'illusionner : il n'aboutira à un réel rapprochement entre les deux pays que s'il demeure entre eux une certaine confrontation, un certain débat, portant non plus sur des problèmes idéologiques, mais sur des valeurs essentielles. Et ces valeurs, elles devront être non seulement affirmées, mais réellement imprimées dans leur comportement.

A cet égard, peut-être l'Europe pourra-t-elle, dans la mesure où elle se constitue, ouvrir une troisième voie, offerte à tous, non comme modèle tout fait, mais comme un élément de leur propre expérience, de leur propre recherche, de leur propre invention ; la voie d'une Société responsable qui recherche le progrès pour le mettre au service de l'homme.

Va-t-on augmenter la quantité des biens ou réduire la durée du travail ?

Va-t-on augmenter la quantité des biens individuels ou satisfaire un certain nombre de besoins collectifs comme le silence, l'air pur, les espaces verts ?

Va-t-en construire une société de technocrates, privés ou publics, employant une main-d'œuvre soumise en fait à une domination hiérarchique, ou chercher les voies d'une participation de tous aux décisions prises sur leur lieu de travail comme dans la cité où ils vivent ?

Autant de questions qui invitent à un choix, et à un choix en faveur d'un certain type de civilisation. En prenant le parti d'une société responsable, à tous les niveaux, sur les plans national, européen et international, l'Europe pourrait orienter, à partir de ce choix, toute sa politique intérieure et extérieure. »

discussion du rapport d'André Philip

Jacques Nantet

Premier intervenant dans le débat général, JACQUES NANTET, qui préside la séance, soulève trois objections relatives à la distinction, présentée par André Philip, entre pays industrialisés qui sont sujets de l'histoire, et pays sous-développés qui sont objets de l'histoire.

« 1^o La construction de l'Europe donnera naissance à un sujet nouveau, dont les réactions, négatives en quelque sorte par rapport aux êtres nationaux constituants, mais aussi différentes de celles des U.S.A. ou de l'Union Soviétique, risquent d'avoir pour conséquence une certaine « neutralisation » de ce nouveau sujet. Il y a là une contradiction avec les thèses d'André Philip sur l'orientation diplomatique de la future Europe.

« 2^o Autre contradiction, sur le plan politique cette fois : les positions qui peuvent se faire jour dans les pays sous-développés, ou, pour reprendre un langage d'actualité, dans les pays de forces montantes, sont en fait étroitement liées à celles des pays industrialisés.

« Pour ne prendre qu'un exemple, celui du conflit israélo-arabe, comment peut-on imaginer l'apaisement de ce conflit, si, sur le plan européen, n'apparaît pas une politique qui, face à ce conflit, prendrait ses distances ? Autrement dit comment supposer que les pays de forces montantes puissent surmonter leurs hostilités réciproques si les sujets de l'histoire, de leur côté, ne développent pas une politique parallèle ? Pas de rapprochement israélo-arabe sans détente internationale.

« 3^o Selon André Philip, les considérations d'ordre politique ou économique ne devraient pas intervenir dans l'aide que nous apportons aux pays sous-développés.

« Mais un indifférentisme est-il réellement possible pour des sujets de l'histoire, que ce soient les U.S.A., l'Union Soviétique ou l'Europe ? Et si, oui, ne doit-on pas cependant tenir compte de la plus ou moins grande efficacité des différentes politiques économiques ?

« Le socialisme, certains entraînements étatiques et les dégradations qu'ils peuvent amener dans les pays en voie de développement, ne sont pas toujours réversibles ; et à mon sens, il sera fort difficile aux sujets de l'histoire d'éviter de porter des jugements et de faire des choix. »

Léo Hamon

Vient ensuite l'intervention de LEO HAMON qui est beaucoup plus souvent une réfutation des thèses développées, le matin même, par Pierre Uri, qu'une discussion du rapport d'André Philip, rapport auquel Léo

Hamon n'oppose pas de désaccord fondamental. Il formule simplement cette double réserve :

« D'une part, je pense que la Nation ne relève pas du domaine exclusif des faits, mais chevauche tout à la fois les faits et les valeurs.

« D'autre part, et pour reprendre une distinction théologique, à laquelle les hérétiques doivent la première reconnaissance de leurs libertés, je plaiderai davantage les droits de l'hypothèse, alors qu'André Philip a soutenu, le plus souvent, le parti de la thèse.

« Cela dit, je voudrais reprendre essentiellement deux questions : celle de la diminution de dépendance qui commande tout le problème de la neutralité, et celle des possibilités d'une Europe unie, qui me permettra de répondre aux thèses présentées par M. Pierre Uri dans le débat précédent.

« Et, pour commencer, à l'affirmation : « jamais quel qu'un n'interviendra nucléairement pour un allié » — j'en substituerai une autre, beaucoup moins catégorique : « personne ne peut être sûr qu'un pays, si grand et si généreux soit-il, interviendra nucléairement pour un allié contre une autre puissance nucléaire ». Le doute est ici irrésistible et légitime à la fois ; il ne vise nullement la loyauté des U.S.A., mais relève simplement de la nature des choses.

« En même temps, et par une apparente contradiction de la vie, des réalités et des idées, il n'est pas exclu que cette même puissance nucléaire intervienne un jour en faveur d'un pays neutre ! Si demain, la Chine attaque l'Inde qui n'est pas alliée de l'Amérique, l'intervention des Etats-Unis pour la défense de l'Inde n'est pas impossible ; et en fin de compte, l'Inde, pays neutre, et le Pakistan, pays soi-disant allié de l'Occident, apparaissent tout aussi protégés l'un que l'autre. Autrement dit, il y a pratiquement tout autant de chances pour que les Etats-Unis mettent le doigt dans l'engrenage nucléaire en faveur d'un pays neutre qu'en faveur d'un pays allié.

« Dans ces conditions, la distinction entre pays neutres et pays alliés, tend, non pas peut-être à s'abolir, mais à s'estomper ; d'un côté, l'incertitude où sont les pays alliés, énerve l'alliance ; de l'autre, elle colore, elle dope la neutralité.

« C'est là un fait dont nous devons tenir compte, et sans conclure à l'inutilité de l'alliance, je pense que nous pouvons mieux veiller à son équilibre.

« Aussi bien, André Philip a-t-il dit : « un partnership égalitaire exclut tout protectorat américain sur l'Europe ». Je fais entièrement mienne cette affirmation, mais André Philip en tire la conséquence suivante : les Etats-Unis doivent s'engager à ne pas user de leur force nucléaire, même hors d'Europe, sans le consentement des Européens, puisqu'aussi bien il nous a été opportunément fait défense d'user de nos forces, mêmes classiques, en Egypte.

« Mais une telle formule ne relève-t-elle pas de la chimère ? Que ce soit lors des affaires de la Mer de Chine, de Cuba ou du Vietnam, les U.S.A. sont-ils passés par notre accord, avant d'user de leurs armes ?

« Il nous faut même sur ce point abandonner toute illusion. Il existe dans la réalité des divergences d'intérêt irréductibles et à partir du moment où elles engagent la vie d'un homme ou d'une nation, elles ne trouvent pas de solution purement rationnelle. Or, de par leurs moyens et leur situation géographique différents, il y a entre les réactions des Etats-Unis et celles de l'Europe une irréductibilité qu'il est vain de vouloir supprimer, mais dont au contraire, nous devons chercher à nous accommoder.

« On a dit à ce propos : l'Europe ne doit pas se

couper des U.S.A., elle doit en rester indissociable, sinon elle court le risque d'un alignement sur ces derniers ; mais s'étant affirmée indissociable, elle doit exiger et obtenir la concertation de ce qui sera l'attitude commune. Admettons-le, mais pour que la concertation fût digne de ce nom, pour qu'elle ne soit plus un pseudonyme de l'aliénation, un certain nombre de novations était nécessaire.

» Vous avez reproché à la France, André Philip, de clamer sa liberté un peu trop fort et parfois maladroitement ; mais les grands tournants de l'histoire se font rarement dans la douceur et par la seule diplomatie ; les caractères tranquilles et pacifiques ne sont pas du bois dont on fait des révolutionnaires et les combattants des grandes heures. Ce sont les grands lutteurs, mêmes brutaux, qui portent les grands coups quand les choses se sont trop dégradées, et s'ils se font un peu critiquer ou chausonner par leurs contemporains, la postérité, elle, leur élève un monument. Si pour la France, la novation s'est faite avec une brutalité que vous critiquez, c'est peut-être, M. Uri, parce qu'il y avait trop d'infléchissements antérieurs à redresser !

» Ces constatations m'amènent à parler du rapprochement franco-russe ; avec le président Pflimlin, je pense que nous devons avoir le souci permanent des répercussions qu'il peut avoir sur la psychologie des Allemands ; mais M. Pflimlin, lui-même, n'ira pas sans doute jusqu'à dire ou penser que pour éviter aux Allemands l'appréhension d'un encerclement, nous devrions renoncer aux possibilités honorables d'un rapprochement avec l'Est. J'endosse volontiers le souci de rassurer nos plus proches voisins ; je refuse d'y sacrifier des chances sérieuses de détente internationale.

» J'en viens maintenant au dernier point : la construction de l'Europe.

» Certes, l'indépendance de l'Europe est chose nécessaire. Mais l'existence d'une autorité supra-nationale constitue-t-elle une garantie suffisante de cette indépendance ? Donnera-t-elle à l'Europe le poids dont elle a besoin, pour enlever aux Etats-Unis l'autorité véritable ?

» Pour qu'un groupement soit indépendant, il lui faut entre autre, ce que les juristes appellent l'*animus*, l'âme de l'indépendance — *animus libertatis*.

» Cette âme, où la trouver ? Une autorité supra-nationale pourra-t-elle transformer comme par enchantement les attitudes spécifiques de pays comme l'Allemagne ou la Hollande qui, aujourd'hui, se désintéressent de l'indépendance ?

» Je crains qu'à vouloir instituer à n'importe quel prix cette autorité supra-nationale, nous risquions tout simplement de sacrifier notre indépendance nationale actuelle au profit d'une pseudo indépendance européenne qui ne serait en réalité qu'un plat de lentilles apporté à un autre Esau.

» Devant l'impossibilité où nous sommes actuellement, à mon sens, de réaliser une Europe authentiquement indépendante, faute d'une ambition semblable chez nos partenaires, je crois en la nécessité d'une politique subtile, qui, pratiquant notamment ce que les politologues américains appellent à propos de l'Afrique la multi-dépendance, et qui serait plutôt une multi-interdépendance, nous permettrait d'échapper à une dépendance unilatérale de fait. Je m'explique. Parmi les pays du Tiers-Monde, les auteurs américains distinguent ceux qui entretiennent une relation dite d'unidépén-

dance, pacte d'assistance militaire avec un seul pays, et ceux qui ont des relations de multi-dépendance en entretenant des liens avec plusieurs pays à la fois et qui de ce fait conservent une certaine marge de manœuvre.

» De la même manière, si l'Europe veut être, non pas une troisième force, mais une troisième voie, elle doit s'évader des conceptions dichotomiques du monde, cesser de se prendre pour le chevalier de la vérité face à l'erreur, et ouvrir la voie à la pluralité des combinaisons nationales et internationales nécessairement diverses selon les lieux et les pays.

» Je n'ai pas la naïveté de croire en l'abolition définitive et immédiate des antagonismes — notamment entre l'Est et l'Ouest — mais je me refuse à postuler la pérennité et la dominance de tel ou tel dualisme.

» On a reproché ici à la France de trahir sa vocation qui serait de donner des idées pour une politique, et de vouloir mener elle-même une politique ; mais je crois qu'en matière politique, le meilleur moyen pour lancer des idées politiques est encore de mener soi-même une politique, fût-ce à la modeste échelle de ses moyens. L'usage de cette modeste échelle ne nous dispense nullement d'ailleurs de la recherche de solutions constructives à plus grande échelle.

» Pour conclure, je voudrais répondre à l'affirmation avancée ce matin selon laquelle il faudrait condamner ce qui est purement national. Certes, si l'on entend par là la manifestation d'un nationalisme d'ignorance, assimilant les limites du monde aux frontières de son propre pays, il faut condamner une telle absurdité. Mais la condamner ne signifie nullement justifier la suppression de tout support national ; car au moment où la multiplicité des formes de l'évolution et de la combinaison des valeurs restituée aux faits nationaux leur capacité d'apports originaux à la culture de l'humanité, c'est vers une contribution originale et responsable à la fois à la société internationale que doit tendre chaque nation. Sachons bien cependant que la construction juridique de cette société internationale sera très lente, la sagesse politique ne doit pas l'attendre à son service. Attachons-nous à illustrer, nous-mêmes une politique saine plutôt qu'à la compromettre par des constructions juridiques hâtives qui ne peuvent faire par elles-mêmes des miracles, mais qui — nos partenaires pensant aujourd'hui ce que nous savons — pourraient nous enchaîner à leurs erreurs. »

Pierre Uri

PIERRE URI répond immédiatement à Léo Hamon :

« Une Europe intégrée est une Europe dépendante, telle est la formule que nous venons d'entendre, et je dois dire avec surprise, d'une autre bouche que celle du général de Gaulle.

» Parce que l'intégration des diverses âmes nationales est impossible, alors une Europe intégrée perdrait son âme, elle s'en remettrait à un protecteur et deviendrait moralement et politiquement une colonie...

» Un tel raisonnement, et vous voudrez bien excuser ma véhémence, me paraît d'un niveau métaphysique équivalent à celui que l'on peut constater, dans le manuel du gradé d'infanterie, au chapitre sur les forces morales.

» Une telle position m'apparaît comme un renversement prodigieux du bon sens le plus évident ; car la seule chance, pour nous, de pouvoir jouer un rôle effectif dans ce monde, et l'expérience est en train de nous le prouver tous les jours, c'est la construction d'une Europe unie.

» A ma connaissance, il y a deux manières d'influer sur le cours de l'histoire : — la première est la construction d'une Europe à une échelle telle qu'elle puisse agir ;

» — la seconde relève de la diplomatie : il nous faudrait être capables de convaincre un nombre suffisant de pays, et notamment les U.S.A.

» Or, ce n'est pas en changeant, à tout instant, d'attitude que l'on peut y réussir. Et plus nous prétendrons agir en solitaire, plus, d'une part, nous rejeterons les autres pays dans les bras des U.S.A., et plus, d'autre part la dimension historique que nous voulons donner à cette action se réduira à celle d'une pièce de théâtre. Car enfin, si la détente entre l'Ouest et l'Est s'est amorcée, c'est du jour, non pas où nous avons prétendu être le courtier entre ces deux pôles, mais où le dialogue s'est engagé entre Kennedy et Khrouchtchev.

» Pour mener à bien une action cohérente, il faut être capable de se transcender quelque peu soi-même. Autrement dit on ne parvient à construire une politique, et à donner à cette politique une réalité, que dans la mesure où elle se définit, non par le rôle que l'on prétend tenir, mais par les causes que l'on entend servir. »

Michel Courcier

Abordant le problème du Tiers-Monde, MICHEL COURCIER se déclare particulièrement satisfait de l'exposé qui vient d'être fait par le rapporteur.

» 1°) Pour tous les pays du tiers-monde, le problème numéro un est en effet celui de leur développement, non seulement agricole mais industriel.

» Que ce soit en Afrique, en Asie ou en Amérique Latine, on constate partout la très forte croissance des villes. Et dans les cinq, dix ou quinze années à venir, le mouvement de migrations rurales va sans aucun doute s'amplifier, contraignant tous ces pays à s'industrialiser ; le développement des villes sera tel qu'une industrialisation, même imparfaite, sera pour eux une question de vie ou de mort.

» Par contre-coup, cette contrainte économique et les problèmes fort difficiles qu'elle ne manquera pas de poser relègueront encore davantage au second plan les problèmes politiques et idéologiques. C'est donc une attitude de neutralisation qu'il faut attendre de ces pays : neutralisation réelle ou apparente, car la conjoncture économique du moment peut évidemment modifier la position de certains d'entre eux.

» 2°) Autre point sur lequel je rejoins totalement André Philip : les pays du tiers-monde sont actuellement des sujets passifs et le resteront encore fort longtemps.

» Bien sûr, une certaine prise de conscience de leur misère peut les conduire à un certain esprit révolutionnaire ; mais à quels objectifs un tel esprit peut-il s'appliquer ?

» Une attaque directe des pays capitalistes ? Ils n'en ont pas les moyens et ne les auront pas de sitôt. Une révolution dans ces pays capitalistes, par le truchement d'une stratégie indirecte ? Mais les niveaux de développe-

ment et de vie sont trop hauts, les classes moyennes trop développées dans tous les pays industrialisés, pour qu'y éclate, à échéance prévisible, une véritable révolution.

» La compétition économique avec les pays développés ? Si l'on examine bien le chiffre des échanges qui se font entre pays développés et pays sous-développés, ou entre pays sous-développés, les moyens de pression du Tiers-Monde sont extrêmement réduits sur ce plan également.

Reste l'intervention indirecte de la Chine ou de l'U.R.S.S. A mon sens, la Chine et l'U.R.S.S. ne peuvent avoir, à échéance prévisible, ni les moyens nécessaires, ni même un intérêt véritable à contrecarrer les projets capitalistes.

» Actuellement, l'U.R.S.S. est en train d'opérer une difficile conversion de ses institutions et de son système de production du quantitatif vers le qualitatif.

» De son côté, la Chine ne dispose, pour le moment, que d'un potentiel industriel inférieur à celui de la Grande-Bretagne. Que sera ce potentiel dans une vingtaine d'années ? Peut-être s'élèvera-t-il à 70 ou 90 millions de personnes actives dans les branches secondaires ; en tout cas, la Chine ne disposera certainement pas de toute l'infrastructure d'un grand pays industriel, ni, probablement non plus, des centaines de milliers d'ingénieurs des pays occidentaux ou d'un arsenal nucléaire comparable à celui des deux grands.

» Les problèmes qu'auront à résoudre, dans les vingt prochaines années, la Chine et l'U.R.S.S., resteront donc ceux de leur propre développement, avant d'être ceux de l'aide au Tiers-Monde ou d'une stratégie indirecte d'attaque du monde capitaliste. Pour ces deux pays, comme d'ailleurs pour les pays capitalistes, le montant de l'aide au Tiers-Monde restera toujours limité.

» Les situations paraissent donc figées pour longtemps. Il est malheureux pour le monde sous-développé que subsiste encore pour longtemps ce fossé qui le sépare du monde développé. En revanche, la faible éventualité, dans les vingt ou trente années à venir, d'une situation radicalement révolutionnaire à l'échelle mondiale constitue peut-être, pour les pays les plus développés du monde, une chance, un répit et une période propice aux réformes de structures souhaitables. »

Jean Teitgen

Suit une brève intervention de JEAN TEITGEN qui s'affirme d'accord avec cette déclaration d'André Philip : « il n'y a plus d'indépendance, ni économique, ni militaire » (effectivement, l'on ne peut abandonner ce que l'on ne possède pas, ou ce que l'on ne possède plus). Jean Teitgen demande au rapporteur de préciser sa pensée concernant l'aide bilatérale et l'aide multilatérale.

Personnellement il ne croit pas beaucoup à l'efficacité de la première surtout lorsqu'il s'agit de l'aide économique proposée par la France à ses anciennes possessions. Il apparaît en effet que le montant total de l'aide accordée aujourd'hui aux pays sous-développés, si importante soit-elle, ne répond qu'imparfaitement à leurs besoins. Que penser alors de l'aide apportée par la France, eu égard aux demandes qui lui sont présentées ?

Sans vouloir diminuer, ni le mérite, ni l'importance de la contribution des nations occidentales, il est re-

marquable que l'apport de chacune d'elles ne réponde pas à l'attente des intéressés. La nécessité d'une action communautaire et planifiée dans le domaine de l'aide au Tiers-Monde ne s'impose-t-elle pas à l'esprit ?

Henri Bourbon

A propos de l'aide technique et économique au Tiers-Monde, HENRI BOURBON souligne les complexités de la mise en œuvre d'une grande politique de planification globale et planétaire plus facile à envisager théoriquement qu'à réaliser pratiquement.

« L'expérience actuelle telle qu'elle résulte de dix années d'activités des principales Agences Internationales de Coopération technique (U.N.E.S.C.O., O.I.T., O.A.A.-F.A.O., etc.) démontre en fait l'efficacité limitée des interventions de ces institutions et leur coût élevé. Exemple : 34 projets financés par le Fonds Spécial des Nations-Unies étaient terminés à la date du 1^{er} octobre 1964, sur 421 projets approuvés à la même époque. Parmi ces 34 projets qui ont coûté 35 millions de dollars, 22 ont simplement abouti à des recommandations tendant à des études supplémentaires. Sur les 12 autres, 4 projets concernaient l'agriculture et ont conduit à des financements destinés à des investissements pour un montant de 17 millions de dollars. La distorsion entre l'importance des études et la faiblesse des investissements met en évidence les limites des perspectives offertes actuellement par l'aide multilatérale dans le développement du Tiers-Monde.

» Le principe de la Coopération, s'il comporte l'aide multilatérale et l'aide à l'échelon « régional », n'exclut pas l'aide bilatérale dont les résultats sont le plus souvent positifs et qui est un phénomène naturel s'inscrivant dans le cadre des affinités de fait qui caractérisent les relations entre les peuples.

» Enfin, ne convient-il pas de rappeler que la France est le pays qui, proportionnellement à ses ressources, poursuit l'effort d'aide le plus considérable, soit 1,5 % du produit national. »

Lucien Douroux

L'intervention de LUCIEN DOUROUX se limite à trois observations qui seront à la fois avis et questions.

» Sans vouloir remettre en question l'Europe comme objectif il convient toutefois de s'interroger quant à la manière dont celle-ci s'édifie actuellement.

» 1^o) Etre partisan de l'Europe ce n'est pas forcément accepter n'importe quelle Europe. Pour prendre en exemple le secteur agricole, s'il est vrai que la fixation des prix uniques des céréales constitue un fait positif, une telle décision ne va pourtant pas sans poser des questions et ne paraît pas relever d'options claires sur le type d'agriculture que l'on veut promouvoir. Une « politique » agricole reste à définir. Certes, des compromis et des incertitudes sont inévitables au départ. Mais si l'on estime que l'Europe peut dégager une voie nouvelle et faire un apport original au reste de l'humanité, il est temps de ne plus se contenter de déclarations

d'intentions pour aborder enfin ce qui devrait être une politique européenne.

» 2^o) Je pense comme André Philip que l'organisation mondiale des marchés et la stabilisation des cours des matières premières constituent un préalable à toute approche sérieuse du problème de l'aide aux pays sous-développés.

» Une telle perspective aurait également le mérite d'apporter une réponse aux difficultés que posent les excédents agricoles de certains pays européens, ce qui nous permettrait de faire d'une pierre deux coups.

» 3^o) En ce qui concerne enfin les relations entre l'Europe et les U.S.A., je dois avouer mon incertitude. Car si je donne volontiers ma préférence à une politique de partner-ship entre ces deux blocs, je crains également qu'en l'état actuel des choses, celle-ci ne demeure une vue de l'Esprit. Une Europe qui n'aurait pas sa propre politique étrangère et sa propre politique militaire peut-elle discuter à égalité avec les U.S.A. ? Je ne le pense pas. Pour moi une Europe européenne doit avoir l'ambition de jouer un rôle dans le monde, ce qui implique, non pas peut-être son « indépendance » militaire à proprement parler, mais au moins sa participation à une défense militaire dont les termes restent d'ailleurs à définir. Une nation ne peut vivre éternellement sous la protection des voisins. La question me paraît se poser de savoir s'il faut commencer par définir cette politique militaire et étrangère avant de construire l'Europe, ou si au contraire il faut construire l'Europe, la logique des choses amenant alors à faire le reste. Je ne dispose pas des éléments nécessaires pour apporter une réponse qualifiée. Mais il me semble que la France peut jouer un rôle utile en posant certaines questions à ses partenaires, à condition toutefois qu'une telle attitude ne conduise pas à rompre les ponts ! »

Jacques Mallet

C'est précisément cette notion de partner-ship que tente de préciser JACQUES MALLET :

« Qu'est-ce que le partner-ship ? M. Pierre Uri l'a fort bien défini ; il suppose réalisées deux conditions : l'égalité d'une part, le dialogue d'autre part, entre les deux partenaires.

» Or, primo, l'Europe n'a pas encore résolu le problème de son unité politique, et ne peut encore de ce fait, être un partenaire.

» Secundo, la disparité des dimensions économiques ne lui permet pas actuellement d'être un partenaire égal. C'est un problème dont on commence à prendre conscience dans les milieux industriels, mais dont il faut bien savoir que sa solution sera seulement européenne, établie par des méthodes et des moyens européens.

» Prenons l'exemple des investissements américains : que pouvait faire la France contre l'investissement de Libby's en France ? A supposer qu'elle ait pu s'y opposer et que cette opposition fût souhaitable, Libby's serait allé installer son usine en Italie, et nous aurions reçu des conserves Libby's italiennes.

» Les solutions efficaces ne peuvent donc être des mesures nationales de défense mais elles doivent être des mesures de croissance commune. C'est d'ailleurs

dans cette perspective que s'inscrivent les solutions récemment préconisées par la France : une politique de recherche commune, une définition d'un droit européen des sociétés, et, éventuellement, la création d'un véritable marché financier européen.

» Deuxième condition du *partner-ship* : il faut un dialogue entre deux partenaires ; et il n'y a pas de dialogue sans confiance.

» Or c'est au contraire la méfiance que sème la politique française. C'est là un élément psychologique essentiel : on peut rencontrer beaucoup de compréhension chez les autorités américaines, notamment à propos des investissements ; mais les idées les meilleures sont immédiatement sujettes à contestation, dès qu'elles sont exprimées par un partenaire suspect.

» La politique française souffre actuellement d'une sorte de contradiction métaphysique selon M. Uri, qui écrivait récemment : « la France a besoin de l'Europe, mais elle ne peut s'empêcher de la rendre impossible... ».

» J'en viens maintenant au problème de la politique européenne vis-à-vis du Tiers-Monde. Il est certain qu'une politique européenne commune est, sur ce plan, nécessaire. Seulement, elle n'existe pas. La Communauté européenne dispose pourtant d'un capital financier et technique considérable ; bien plus, les liens particuliers qui unissent l'Europe à certaines régions du Tiers-Monde donnent à la première des responsabilités spéciales. Mais elle ne peut les prendre actuellement. C'est d'ailleurs le drame de la Conférence Mondiale du Développement.

» A l'origine de cette carence, se trouvent certes le libéralisme germano-hollandais, mais aussi certaines politiques de prestige. Le mémorandum français de Genève (avril-juin 1964) était excellent ; mais un plan commun des Six, qui aurait repris quelque soixante pour cent des idées françaises, eût mieux valu qu'un plan uniquement français, fût-il excellent.

» Cette politique européenne commune ne me paraît pas, pourtant, impossible. Quelques jalons nous permettent en effet d'envisager l'avenir sans céder au pessimisme.

» Le premier d'entre eux, est l'Association des pays d'Outre-Mer à la Communauté ; expérience limitée, certes, décevante à certains égards, et en particulier sur le plan des échanges, mais dans l'ensemble fructueuse. Il y a là une méthode d'aide multi-latérale globale qui, agissant sur tous les facteurs de développement, reste cependant sélective, en ce sens qu'elle est régionale, et active, au sens où elle permet aux pays africains de s'aider eux-mêmes. Sans interdire une politique européenne à l'échelle mondiale, une politique communautaire de ce genre devrait prendre avantageusement le pas sur une politique de saupoudrage mondial.

» Second jalon : la proposition toute récente de la Communauté Européenne pour un accord céréaliier mondial. Cet accord associe étroitement politique agricole et politique de développement du Tiers-Monde.

» Ces considérations m'amènent à une conclusion politique : l'Europe a des responsabilités à assumer vis-à-vis du Tiers-Monde ; il y a là une occasion à saisir, mais à saisir immédiatement ; car l'histoire va vite, et l'absence d'une politique commune de l'Europe définit et proposée en temps utile risque à terme de livrer les pays du Tiers-Monde, et peut-être l'Europe elle-même, à une forme de satellisation. Voilà pour la France et l'Europe les vraies batailles de l'avenir. »

Pour terminer, ETIENNE BORNE situe le débat à un niveau plus philosophique, pour proposer deux remarques :

« N'a-t-on pas, jusqu'à présent, un peu trop minimisé la part des idéologies dans le monde en voie de développement ?

Le décalage est grand, je le sais, entre le discours que l'on tient sur une réalité et cette réalité elle-même. Mais il me semble que, même s'il est phénomène de compensation, ce discours reste également une réalité politique qui peut n'être pas sans incidence sur le présent et l'avenir et qui exprime par lui-même un certain nombre d'options.

» Nul, même les plus grands (dans la mesure où un grand dépend de l'autre grand) n'est totalement indépendant dans le monde actuel ; et pourtant, dans ce monde en apparence émietté, certains choix nationaux, même ceux de micro-nations, ont leur importance. Le fait de se dire socialiste, de choisir une sympathie chinoise ou russe, et de doser subtilement ses relations avec l'un ou l'autre, ne témoigne-t-il pas, en effet, d'un choix qui a sa couleur ? Certains y verront un élément de désordre ; pour ma part, je crois qu'il y a là également un élément essentiel pour déterminer la perspective du Tiers-Monde et donc du monde.

» Ma seconde remarque portera sur les conclusions très philosophiques qu'André Philip nous a proposées.

Tout en me défiant des notions de nature humaine et de droit naturel, je me demande toutefois si l'on peut séparer les valeurs et les faits ; à mon sens, il n'y a pas de fait national, d'ébauche de communauté ou même de communauté insuffisante comme l'O.N.U., qui n'implique une valeur.

» Et sans vouloir accorder à l'histoire une fatalité ou un destin, comment peut-on influencer sur son cours, si on ne lui attribue un certain sens, et un sens d'abord immanent — même s'il requiert un fondement plus profond ?

Mais cette interrogation relève de la philosophie de l'histoire et déborde largement le cadre du sujet. »

conclusions d'André Philip

En conclusion du débat André PHILIP apporte quelques précisions complémentaires :

« J'appelle *neutralisation* le fait qu'un objet de l'histoire est neutralisé par les autres. J'appelle *neutralisme* le fait qu'un sujet de l'histoire se prononce, en faveur d'une politique systématique de neutralité. J'appelle enfin *neutralité*, la possibilité pour un pays, situé au sein d'une solidarité, de refuser de participer à une action entreprise contre son avis.

En ce qui concerne les pays en voie de développement, l'aide bilatérale, aujourd'hui dominante, a ses avantages, et notamment la vertu de la force acquise ; elle est dangereuse, en ce sens qu'elle maintient à la fois des relations de dépen-

dance des pays récipiendaires par rapport aux pays donateurs, et ouvre la voie à une pression des intérêts privés.

Mais je suis également très sceptique, à quelques exceptions près, sur l'aide universelle, que ce soit celle de l'O.N.U. ou celle des U.S.A., qui toutes deux présentent par certains aspects, la même lourdeur administrative.

La meilleure formule est, à mon avis, celle d'une aide limitée au cadre *régional*. La réunion, sous les auspices de la Banque Internationale (BIRD), des U.S.A., de l'Angleterre, des pays européens et du Japon dans le club de l'aide à l'Inde est, à cet égard, un bon exemple.

De même l'aide européenne à l'ensemble des pays francophones me semble une bonne voie. Il faut toutefois s'efforcer de dépasser les limites du régionalisme de l'aide et d'en internationaliser les programmes.

Pour que l'Europe puisse être un partenaire et discuter sur un pied d'égalité avec les U.S.A. elle doit, bien sûr, réaliser son unité politique.

Mais l'Europe ne peut s'édifier avec n'importe quelle politique économique. Sur le plan agricole, cette construction est commencée ; mais n'est-ce pas plutôt un compromis entre des politiques nationales qu'un début de politique agricole européenne ?

Dans l'ordre politique comme dans l'ordre économique, il faut abandonner une politique conjonc-

turelle qui vient, après coup, corriger des défauts ; on doit s'efforcer dès maintenant de prendre un certain nombre de décisions d'ensemble coordonnées, qui nous évitent de procéder à des corrections après coup.

En ce qui concerne l'arme nucléaire française de dissuasion, je tirerais volontiers toutes les conséquences de la thèse de Léo Hamon selon laquelle la distinction entre alliés et neutres tend à s'estomper, les Etats-Unis étant contraints de protéger autant les uns que les autres ; il serait alors inutile de continuer à s'épuiser financièrement pour assurer une défense nationale inefficace ; passons donc à un pacifisme absolu ; nous serons tout autant protégés !

Mais je crois que Léo Hamon a tort, c'est pourquoi je n'écarte pas l'idée d'une force atomique européenne, non pour assurer la défense de l'Europe, (elle ne le peut pas contre une agression directe) mais pour assurer sa neutralité, au cas où éclaterait un conflit auquel elle ne voudrait pas participer.

Pour aller de l'avant, il nous faut aujourd'hui dépasser les confrontations d'intérêts et reconstituer le mythe européen que tend à briser la politique gaulliste. Peut-être le mythe animateur pourrait-il être ce mot d'ordre d'une Europe unie au service de ceux qui ont faim, au service de la politique d'aide aux pays sous-développés ; c'est en tout cas ce qui accrochera la jeunesse et suscitera de nouveau un enthousiasme. »

Les professeurs de révolution

par Etienne BORNE

L'ALGERIE nouvelle, telle qu'elle se résumait et s'exprimait dans la personne de Ben Bella, était presque autant que le Cuba de Fidel Castro, la consolation d'une certaine gauche doctrinaire, particulièrement bruyante et brillante en France, la compensation aussi des déboires qu'elle ne cesse d'avoir avec les vieux pays fatigués d'un excès de civilisation, alourdis de trop de confort, et par conséquent rebelles à ce socialisme, en dehors duquel il ne saurait y avoir de salut politique, et dont on pourrait douter qu'il soit vraiment dans le sens de l'histoire, s'il ne triomphait chez quelques peuples neufs heureusement proches de leur révolution anticolonialiste. Certes pour que Ben Bella reste une figure de gauche exemplaire, il fallait courageusement passer sur quelques aspects passablement éprouvants de sa personnalité et de son régime : par exemple, sa sympathie affichée sans discrétion pour le général de Gaulle (et les conjurés qui viennent de renverser Ben Bella ont sans doute avancé l'heure de sa chute, non seulement pour le priver du surcroît de prestige que lui aurait valu un Bandoeng Algérien, mais aussi pour qu'il n'obtienne pas par sa rencontre avec le général de Gaulle on ne sait quelle contagion de légitimité historique qui l'aurait rendu définitivement invincible à toute conspiration) ; de plus, l'Algérie ben belliste, où l'Islam est religion d'Etat, était bien contraire à cette laïcité dont on nous assure qu'elle offre le plus sûr critère de distinction entre vrais et faux hommes de gauches, et ce mélange d'un intégrisme socialiste et d'un intégrisme clérical était bien déconcertant pour les professeurs de révolution qui n'en continuaient pas moins à honorer Ben Bella, le disciple de leurs maximes.

ET qui aujourd'hui se perdent en conjectures sur le sens de cette insolite révolution qui vient d'éclater au dedans de la révolution algérienne et dont les plus fins ne savent plus, si en interrompant le règne de Ben Bella, elle a contredit la vraie révolution à la manière d'une réaction thermidorienne ou si, au contraire, elle va la rendre plus durement et plus efficacement révolutionnaire, à la façon d'un jacobinisme sérieux et réaliste congédiant de stériles grandiloquences girondines. A vrai dire, les intellectuels de la gauche marxisante pourraient s'épargner les affres d'une réflexion douloureuse puisque les communistes occidentaux, et plus particulièrement les français, dénoncent très fort et très haut dans le coup d'Etat du colonel Boumedienne une entreprise factieuse typiquement fasciste. Argument d'autorité qui devrait trancher la question. Toutefois, il est permis de se demander par quel étrange maléfice, irréductible aux catégories du rationalisme marxiste, une armée populaire qui s'est forgée à elle-même son esprit révolutionnaire dans la lutte anticolonialiste, a pu, en une seule nuit, se changer en une soldatesque militariste et réactionnaire. De

plus, le Conseil de la Révolution, qui a si prestement escamoté Ben Bella, accuse seulement celui-ci d'avoir accaparé à son profit une révolution qui appartient à tous et les porte-parole du colonel Boumedienne ne dissimulent pas l'intérêt qu'ils portent au modèle de ce communisme chinois qu'il est difficile de ne pas situer dans une gauche très extrême.

TOUT conspire donc pour paralyser notre intelligence gauchiste et lui interdire de porter un jugement valable sur l'épisode algérien du 19 juin. D'autant plus que les nouveaux maîtres de l'Algérie sont sans tendresse pour ceux qu'ils appellent d'un mot qui mériterait de passer à l'histoire « les professeurs de révolution », venus du dehors et particulièrement de France pour chaperonner et chapitrer l'Algérie nouvelle, et qui exerçaient une autorité abusive sur l'esprit de Ben Bella dont la pensée politique s'était formée à la lecture de nos hebdomadaires de gauche. Les néo-révolutionnaires d'Alger sont aussi des nationalistes qui disent clairement n'avoir que faire d'un marxisme importé, lequel pourrait être la forme culturelle d'une sorte de néo-colonialisme, et être assez grands pour trouver tout seuls une voie proprement algérienne vers le socialisme. Ces péripéties de fortune et d'infortune qui sont le lot des conseillers du prince, lorsque le prince est une révolution victorieuse, manifestent bien les incertitudes et les infirmités de toute théorie révolutionnaire et particulièrement des abstractions marxistes lorsqu'il s'agit d'expliquer les dialectiques vivantes des révolutions telles qu'elles sont et telles qu'elles vont dans le concret de l'histoire.

L'HISTOIRE de toutes les révolutions présente des constantes dont la plus remarquable est le conflit inexpiable qui ne manque jamais d'opposer les révolutionnaires vainqueurs et les amène à s'éliminer tragiquement les uns les autres, des conventionnels des années 93-94 jusqu'à la vieille garde bolcheviste et aux « chefs historiques » de la rébellion algérienne. Comme s'ils se détestaient de cette même haine dont ils poursuivaient les anciens régimes et qui, survivant à la disparition de son objet, ne saurait rester sans emploi. Comment ramener de tels conflits à des antagonismes de classes sociales ? Le matérialisme historique explique mal cette sorte de passion politique inséparable du climat révolutionnaire qui déshumanise l'homme et même le compagnon de la plus proche et la plus longue camaraderie pour ne voir en lui que le porteur toujours soupçonné d'une idée qu'il pourrait à chaque instant trahir. Aussi devant les vicissitudes des époques révolutionnaires évoque-t-on volontiers la Gironde ou la Montagne, Thermidor ou Brumaire, Robespierre ou Bonaparte, comme si la philosophie authentique des révolutions se trouvait en Michelet plutôt que chez Marx.